

B A N Q U E C E N T R A L E D E M A U R I T A N I E

RAPPORT ANNUEL 1986

PRESENTE A

MONSIEUR LE PRESIDENT DU COMITE MILITAIRE DE SALUT NATIONAL, CHEF DE L'ETAT

AU NOM DU CONSEIL GENERAL DE LA BANQUE CENTRALE DE MAURITANIE

PAR

MONSIEUR DIENG BOUBOU FARBA, GOUVERNEUR

S O M M A I R E

NOTE DE PRESENTATION : PAR MONSIEUR DIENG BOUBOU FARBA, GOUVERNEUR 3

PREMIERE PARTIE : LA CONJONCTURE INTERNATIONALE..... 9

DEUXIEME PARTIE: LA SITUATION ECONOMIQUE INTERIEURE

Chapitre I- L'activité agro-pastorale 22

Chapitre II- La pêche 29

Chapitre III-L'activité Industrielle..... 37

Chapitre IV -Les services non-administratifs..... 47

Chapitre V -Les prix..... 54

Chapitre VI -Les finances publiques 56

Chapitre VII-La balance des paiements 69

TROISIEME PARTIE: LA MONNAIE ET LE CREDIT

Chapitre I - La liquidité et l'équilibre du système bancaire 85

Chapitre II- La masse monétaire et ses contreparties 93

Chapitre III-Le distribution du crédit 99

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel de la Banque Centrale de Mauritanie pour l'année 1986 pour vous rendre compte, à cette occasion, de la situation économique, monétaire et financière de notre pays après avoir décrit les faits marquants de l'environnement international.

L'année 1986 a été marquée par le net repli du dollar américain et surtout la poursuite de la chute des cours des matières premières dont notamment le pétrole. Les effets induits de ces changements qui devraient être, de prime abord, bénéfiques sur la croissance économique, l'emploi et l'absorption des déséquilibres, ont été nettement en deçà des attentes.

Pour la deuxième année consécutive, l'on a enregistré un ralentissement de la croissance économique mondiale qui n'a été que de 2,9 % contre 3,1 % en 1985 et 4,4 % en 1984. Tous les pays n'ont pas été touchés de la même façon. Alors que les pays industrialisés ont accusé un net fléchissement de leur rythme de croissance, les pays en développement importateurs nets de pétrole et surtout ceux exportateurs de produits manufacturés ont enregistré une reprise de leur croissance, grâce notamment aux programmes d'ajustement qu'ils avaient mis en oeuvre et axés sur la relance de l'offre et la compression de la demande intérieure. Les autres pays en développement exportateurs de matières premières, notamment de pétrole, ont vu leur situation s'aggraver davantage à la suite de la forte détérioration de leurs termes de l'échange.

Le repli du dollar et la baisse des cours des matières premières ont favorisé légèrement la reprise des échanges commerciaux dont le taux de croissance a atteint 4,9 % en volume contre 3,2 % en 1985. Parallèlement l'on a assisté à une aggravation des déséquilibres déjà existants notamment le déficit astronomique des Etats-Unis et les excédents records du Japon, de l'Allemagne et des économies nouvellement industrialisées. En dépit de la volonté des principaux pays industrialisés manifestée lors de leurs multiples réunions, cette évolution, si elle dure davantage, risque de raviver les perspectives protectionnistes.

Par ailleurs, les problèmes de l'endettement et les solutions y afférent ont continué d'animer les discussions au sein des instances internationales et surtout entre les pays industrialisés créanciers. Toutefois et malgré les multiples rééchelonnements obtenus par les pays endettés, les problèmes de la dette sont demeurés entiers et l'année 1986 s'est terminée sur une note plutôt pessimiste.

Si la Mauritanie a pu, dans l'ensemble, échapper à cette situation, c'est grâce aux mesures d'ajustement structurel qu'elle s'était imposées et dont la réalisation a été favorisée par les résultats performants obtenus dans la majorité des secteurs de l'activité économique.

En cette deuxième année d'exécution du Plan de Redressement Economique et Financier (PREF), le bilan global a été réconfortant et a dépassé les prévisions établies initialement. Dans le même sens, les objectifs arrêtés dans le cadre du programme économique et financier pour l'année 1986 ont été dans leur ensemble atteints, voire même dépassés.

Le produit intérieur brut évalué aux prix constants de 1982 s'est accru de 4 % contre 3,1 % en 1985 et 2,3 % prévus initialement dans le PREF. Cette performance est imputable en partie à l'augmentation substantielle de la production agricole qui a été favorisée par les bonnes conditions climatiques et stimulée par les relèvements des prix à la production. De 20 mille tonnes au cours de la campagne 1984-1985, la production céréalière est passée à 95 mille tonnes puis à 116 mille tonnes respectivement au cours des campagnes 1985-86 et 1986-87. Cette augmentation de la production a permis de réduire considérablement la dépendance alimentaire de notre pays.

Des progrès appréciables ont été également enregistrés dans le secteur de la pêche dont les exportations ont atteint un nouveau record de plus de 20 milliards d'ouguiyas, et son apport au renflouement du budget de l'Etat a été substantiel.

Dans le même sens, les secteurs industriels et des services non-administratifs ont évolué à des rythmes légèrement supérieurs à ceux de l'année précédente.

Quant au secteur minier qui constitue la deuxième source d'entrée de devises, il a été fortement affecté par le recul de la demande mondiale et la concurrence de plus en plus accrue des autres producteurs. Sa valeur ajoutée s'est inscrite en baisse de 4,3 % pour la deuxième année consécutive.

Dans le domaine des finances publiques, le fait saillant a été le retour du solde des opérations courantes du Trésor, évaluées sur la base des engagements, à la position excédentaire et ce, pour la première fois depuis plus de dix ans.

Le budget consolidé de l'Etat, sur la base des encaissements et des décaissements, s'est soldé par un déficit de 1485 millions d'ouguiyas qui reste nettement inférieur à celui enregistré l'année dernière.

Cette performance a été obtenue grâce au renforcement des mesures d'austérité et de rigueur engagées dès le début de 1985 ainsi qu'à l'introduction de nouveaux aménagements fiscaux et à l'intensification des actions de recouvrement des impôts et taxes, tant des arriérés que des échéances courantes.

Pour comprimer davantage les dépenses publiques en particulier et la demande intérieure en général, une sélection rigoureuse des projets d'investissement a été opérée. Un dosage plus adéquat entre épargne intérieure et dons et prêts extérieurs pour le financement de ces projets a été également réalisé pour ne pas aggraver, outre mesure, notre endettement extérieur.

La politique de libéralisation des prix décidée en décembre 1985 par l'abandon partiel du régime de l'homologation et l'adoption, soit du système du réajustement automatique des prix, soit du régime du maxima de majoration,

a été poursuivie avec rigueur en 1986. Cependant, la hausse des prix qui devrait s'en suivre a été maîtrisée et le nouvel indice des prix à la consommation n'a augmenté, en terme de glissement annuel, que de 8,9 % contre 12 % une année auparavant.

Parmi les mesures qui ont contribué à la maîtrise de l'augmentation des prix, il s'agit particulièrement du renforcement de la politique sélective et restrictive du crédit bancaire. Les concours bancaires à l'économie ont évolué, il est vrai, à un rythme plus accéléré que celui enregistré en 1985, soit 11,3 % contre 6,4 %, taux qui reste légèrement inférieur à la croissance du produit intérieur brut nominal. Quant aux créances nettes sur l'Etat, elles se sont inscrites en baisse et ce, à la faveur du redressement de la situation des finances publiques.

La masse monétaire a progressé à un rythme nettement moins rapide que celui de l'année dernière, soit 10,3 % contre 24 %. Encore faut-il relever les modifications profondes qui sont intervenues dans la structure de la masse monétaire à la suite de la réduction, à partir du premier juillet 1986, des taux d'intérêts servis sur les dépôts à vue. Aussi, la part des dépôts quasi-monétaires est-elle passée, d'une année à l'autre, de 14 % à 23 %, ce qui a permis aux banques de bénéficier de ressources plus stables.

Des progrès notables ont été également accomplis dans le cadre de l'assainissement du système bancaire. Il s'agit particulièrement de l'accélération du processus de recouvrement des créances gelées, douteuses et litigieuses. Le nombre des protocoles d'accord signés avec les débiteurs s'est élevé à 218 pour un montant de 1,3 milliard d'ouguiyas contre 113 protocoles et un montant de 0,5 milliard d'ouguiyas en 1985. Les recouvrements ont atteint, pour les mêmes périodes, respectivement 822 et 286 millions d'ouguiyas.

Quant aux paiements extérieurs, ils ont été marqués par l'amenuisement de l'excédent commercial et l'aggravation du déficit chronique de la balance des services. Avec la baisse des transferts publics sans contreparties, il en est résulté un élargissement du déficit courant. Ce dernier

a été couvert par un recours accru aux capitaux extérieurs tant auprès des organismes financiers internationaux qu'auprès des pays frères et amis.

En outre, pour alléger le service de la dette extérieure, la République Islamique de Mauritanie a dû renégocier, pour la deuxième année consécutive, dans le cadre du Club de Paris, ses obligations financières à l'égard des créanciers étrangers et venant à échéance entre le 31 mars 1986 et le 1er avril 1987.

Les résultats hautement positifs obtenus en 1986 doivent nous inciter davantage à la persévérance dans l'effort du redressement économique et financier de notre pays. Nous devons poursuivre l'application des mesures d'ajustement arrêtées, avec toute la vigilance et la célérité requises, pour échapper aux retonbées de la conjoncture internationale particulièrement difficiles.

Tels sont, Monsieur le Président, les faits saillants de l'évolution de la situation économique, monétaire et financière de notre pays au cours de l'année 1986.

LE GOUVERNEUR

DIENG BOUBOU FARBA

PREMIERE PARTIE

LA CONJONCTURE INTERNATIONALE

LA CONJONCTURE INTERNATIONALE (1)

Des changements profonds et des tensions aiguës ont marqué la conjoncture internationale. L'on a assisté plus particulièrement à un net repli du dollar américain et surtout à la poursuite de la chute des cours des matières premières dont notamment le pétrole. Les effets induits de ces changements qui devraient être, de prime abord, bénéfiques sur la croissance économique, l'emploi et l'absorption des déséquilibres, ont été nettement en deçà des attentes.

Dans l'ensemble, l'année 1986 a été difficile particulièrement pour les pays en voie de développement qui ont accusé, encore une fois, une détérioration de leurs termes de l'échange.

La persistance de déséquilibres extérieurs importants a risqué de raviver les perspectives protectionnistes qui planaient depuis 1985 sur l'ensemble des pays. Par ailleurs, les problèmes de l'endettement ont continué d'animer les discussions au sein des instances internationales et surtout entre les pays industrialisés créanciers.

I - EVOLUTION DES PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES DANS LE MONDE

Pour la deuxième année consécutive, l'on a enregistré un ralentissement du rythme de la croissance économique mondiale. Ce dernier est revenu à 2,9 % contre 3,1 % en 1985 et 4,4 % en 1984.

Tous les pays n'ont pas été touchés de la même façon. Alors que les pays industrialisés ont accusé un net fléchissement de leur rythme de croissance, les pays en développement importateurs nets de pétrole et surtout ceux exportateurs de produits manufacturés ont enregistré une reprise de leur croissance, grâce notamment aux programmes d'ajustement qu'ils avaient mis en oeuvre et axés sur la relance de l'offre et la compression de la demande intérieure.

(1) Les chiffres contenus dans cette partie sont puisés surtout du rapport de l'OCDE et du "World Economic Outlook" du FMI.

La lutte contre l'inflation et le chômage a continué à revêtir l'une des priorités des politiques économique et monétaire de la plupart des pays, notamment des Etats-Unis.

A - LES PAYS INDUSTRIALISES

Malgré les conditions propices, longtemps recherchées, les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) ont accusé un tassement de leur rythme de croissance économique. De 4,7 % en 1984, ce taux est revenu à 3 % en 1985 puis à 2,4 % en 1986. Parmi les sept pays les plus industrialisés (groupe des 7) (1), c'est le Japon qui a marqué le ralentissement le plus net de sa croissance tandis que d'autres pays comme la France et l'Italie, qui en enregistrant une légère reprise, ont réalisé un "record" de croissance depuis le début des années quatre vingts.

L'affermissement de la consommation a été le moteur essentiel de la croissance réalisée. En effet, cet agrégat a progressé de 3,7 % contre 3 % en 1985 et 3,1 % en 1984. Cette progression s'explique par l'importance du nombre des nouveaux emplois créés est surtout par l'augmentation du pouvoir d'achat consécutive au recul de l'inflation.

A l'inverse, la consommation publique a accusé un fléchissement de son rythme d'expansion qui est revenu à 3,4 % contre 4,1 % une année auparavant. Ce ralentissement est lié notamment à la politique budgétaire restrictive menée par la plupart des pays industrialisés à l'exception de l'Allemagne Fédérale, de la Grande-Bretagne et surtout du Japon. Pour ces trois pays, la consommation publique s'est accrue à un rythme nettement supérieur à celui observé depuis le début des années quatre-vingts.

(1) Il s'agit des Etats-Unis, du Japon, de l'Allemagne Fédérale, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et du Canada.

Quant à la formation brute de capital fixe, elle n'a augmenté que de 3,1 % contre 5,4 % en 1985. Ce ralentissement a touché le Canada et surtout la Grande-Bretagne et les Etats-Unis dont les investissements pétroliers ont fortement reculé. Il est à signaler que les investissements dans le secteur de la construction se sont légèrement consolidés sous l'effet de la baisse générale des taux d'intérêt.

Par ailleurs, la lutte contre l'inflation et le chômage a continué à revêtir l'une des priorités des politiques économique et monétaire des pays de l'O.C.D.E.

La hausse des prix a pu être réduite, dans la plupart des pays, au niveau le plus bas depuis presque vingt ans. En effet, de 8,6 % en moyenne au cours de la période 1969-82, l'augmentation des prix a été limitée à 4,5 % durant les années 1983-85, puis à 2,3 % seulement en 1986.

En dépit de la création d'un nombre plus important de nouveaux emplois qu'en 1985, notamment aux Etats-Unis, en Allemagne Fédérale, au Japon et en Italie (taux de croissance de l'emploi a atteint 1,6 % contre 1,4 % en 1985), le taux de chômage est resté invariable, d'une année à l'autre, au niveau de 8 % de la population active.

Deux problèmes épineux continuent à caractériser l'économie des pays industrialisés à savoir l'aggravation des déséquilibres extérieur et intérieur.

Le repli du dollar notamment par rapport au Yen japonais et au Deutschemark n'a pas produit les effets escomptés à savoir la réduction progressive du déficit commercial des Etats-Unis et des excédents de l'Allemagne Fédérale et du Japon. Bien au contraire, ces deux derniers pays ont réalisé de nouveaux excédents commerciaux records -86 milliards de dollars pour le Japon et 36 milliards de dollars pour l'Allemagne -alors que les Etats-Unis ont accusé un élargissement de leur déficit commercial qui a atteint près de 140 milliards de dollars contre 118 milliards de dollars en 1985.

Ayant réalisé des excédents substantiels, les nouvelles économies industrialisées, notamment celles dont les monnaies se sont dépréciées par rapport au dollar américain, ont aggravé davantage la situation devenue insoutenable des déséquilibres extérieurs, ce qui risque de raviver les perspectives protectionnistes.

Grâce à une politique budgétaire restrictive, le déficit des finances publiques dans la plupart des pays de l'OCDE a été réduit de 4,9 % du Produit National Brut en 1985 à 4,6 % en 1986.

Il est à signaler qu'au terme de leurs multiples réunions successivement à New-York, Tokyo, Washington, Paris et Venise, les principaux pays industrialisés ont, à chaque fois, réaffirmé leur volonté de réduire progressivement les déséquilibres jusqu'ici accumulés, d'assurer une croissance régulière dans un cadre anti-inflationniste et d'éviter au mieux de recourir au protectionnisme et ce, par le biais de la coordination de leurs politiques économique, monétaire et financière.

B - LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

Les pays en développement ont été fortement touchés, mais à des degrés différents, par le repli du dollar et la poursuite de l'érosion des cours des matières premières. Ils ont été également affectés par le ralentissement de la croissance dans les pays industrialisés.

Ce sont les pays exportateurs de pétrole qui ont été les plus touchés. Leur Produit National Brut a régressé de 0,7 % par rapport à 1985. A l'inverse, les pays non-exportateurs de pétrole ont enregistré une légère reprise grâce aux diverses mesures d'ajustement axées sur la relance de l'offre globale et la compression de la demande intérieure. Leur taux de croissance s'est établi à 5,4 % contre 4,6 % l'année dernière. Cette reprise a intéressé "exclusivement" les pays exportateurs de produits manufacturés d'Asie et d'Amérique Latine qui ont bénéficié, en plus, de gains très sensibles au niveau de leur facture énergétique. Les pays d'Afrique n'ont réalisé, quant à eux, qu'un taux de croissance de 1,6 % contre 2 % en 1985.

Par ailleurs, la détérioration des termes de l'échange consécutive aux développements cités plus haut a entraîné un élargissement du déficit courant des pays en développement qui est passé, d'une année à l'autre, de 24 milliards de dollars à 48 milliards de dollars.

Certes, le repli du dollar et la baisse des taux d'intérêts ont contribué à alléger, tant soit peu, les règlements au titre du service de la dette. Toutefois, ces règlements rapportés aux recettes des exportations de biens et services ont augmenté, passant de 20,5 % en 1985 à 22,4 % en 1986 et ce, en raison de la baisse de la valeur globale des exportations et de l'accroissement de l'encours de la dette.

II - LE COMMERCE MONDIAL ET LES PAIEMENTS INTERNATIONAUX

A - LE COMMERCE MONDIAL

Après le net ralentissement enregistré l'année dernière, le commerce mondial a légèrement repris sans atteindre, toutefois, les performances réalisées en 1984. En effet, il s'est accru de 4,9 % en 1986 contre 3,2 % et 8,6 % respectivement en 1985 et 1984. Cette légère reprise reste essentiellement liée à la chute des cours des matières premières, énergétiques notamment, et à la dépréciation du dollar américain. Ces deux facteurs ont induit une demande additionnelle accrue de la part des pays industrialisés et également une baisse, mais dans des proportions plus faibles, des importations des pays en développement.

Les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) ont vu leurs ventes progresser en volume de 2,9 % seulement contre 4,4 % en 1985 et 9,7 % en 1984. Ce fléchissement est imputable en grande partie aux programmes de restriction des investissements et des importations poursuivis par les pays en développement notamment ceux exportateurs de pétrole ou confrontés à des problèmes d'endettement. Exceptés les Etats-Unis, tous les autres pays industrialisés ont enregistré un ralentissement de leurs exportations en volume qui a été amplifié par l'appréciation de leurs monnaies.

A l'inverse, les importations des pays industrialisés ont augmenté à un rythme nettement plus rapide que celui enregistré l'année dernière, soit 8,9 % contre 5 %. Cette accélération est liée à l'augmentation de leurs achats de produits énergétiques et autres matières premières bon marché, notamment au cours du premier semestre ; la seconde période de l'année étant moins dynamique. Encore faut-il noter que parmi les pays de l'OCDE, seuls le Canada et l'Italie ont enregistré un ralentissement de leurs importations. Les pays comme les Etats-Unis et le Japon ont accru le volume de leurs achats respectivement de 14,6 % et 13,5 % contre 5,1 % et 0,4 % en 1985.

Exprimés en valeur, les échanges commerciaux des pays de l'OCDE ont évolué différemment et ce, en raison de l'amélioration de leurs termes de l'échange estimée à 9,4 % contre seulement 0,9 % en 1985. Ainsi, leurs exportations ont augmenté de 16,6 % contre 3,4 % en 1985, alors que leurs importations n'ont augmenté pour les mêmes périodes que de 12,8 % contre 3,1 %. Il en est résulté un léger excédent commercial de 0,6 milliard de dollars contre un déficit de 41 milliards l'année précédente.

Quant aux pays en développement, ils ont pu accroître leurs exportations de 8,2 % en volume, soit le taux le plus élevé depuis pratiquement vingt ans. Parmi ce groupe de pays, ce sont les pays exportateurs de pétrole et de produits manufacturés qui ont réalisé les meilleures performances (+ 16,6 % et + 14,1 %). Toutefois, exprimées en valeurs, les exportations des pays en développement se sont inscrites en baisse pour la deuxième année consécutive soit (-) 6,2 % et (-) 3,8 % respectivement en 1986 et 1985.

Confrontés depuis le début des années quatre-vingts à des déséquilibres extérieur et intérieur, à l'aggravation de leur endettement et à la baisse de leurs recettes d'exportations en particulier, les pays en développement ont continué à restreindre leurs importations conformément aux programmes d'ajustement mis en oeuvre et surtout en fonction des changements de la conjoncture intervenus en 1986. Au cours de cette année, leurs importations ont diminué de 3,1 % en volume contre une baisse de 0,2 % en 1985. Cette diminution a touché de façon très évidente les pays exportateurs de pétrole dont les importations ont été réduites de 21,5 %. En valeur, les achats

des pays en développement se sont légèrement accrus de 0,9 % contre une diminution de près de 3,6 % en 1985.

La poursuite de la détérioration des termes de l'échange, évaluée à 16,8 % en 1986, a entraîné un élargissement du déficit commercial des pays en développement qui est passé, d'une année à l'autre, de 24 à 48 milliards de dollars.

Concernant la structure globale du Commerce mondial, elle a très peu varié. La part des pays industrialisés a légèrement augmenté de 1 point, passant de 65,5 % à 66,5 %, au détriment des pays en développement dont les transactions n'ont représenté en 1986 que 23 % du total. Pour les pays de l'Est leur part est restée stable au niveau de 9 %. Encore faut-il remarquer que l'infléchissement des opérations des pays en développement s'est accompagné toutefois, d'une augmentation de la part du groupe des pays exportateurs de produits manufacturés, qui a réalisé près de 12,5 % des ventes mondiales, contre moins de 7 % il y a dix ans.

B-LES RESERVES INTERNATIONALES

En s'élevant à 723 milliards de droits de tirages spéciaux (DTS), les réserves internationales globales des pays membres du Fonds Monétaire International (FMI) ont augmenté de 36 milliards de DTS par rapport à 1985, année au cours de laquelle elles avaient diminué de 17 milliards de DTS. Cette augmentation s'explique par l'accroissement des avoirs en or évalués au prix du marché ainsi que des avoirs en devises. La position nette de réserves au FMI s'est inscrite en baisse de près de 3 milliards de DTS.

Évalués au prix du marché, les avoirs en or ont augmenté de près de 25 milliards de DTS pour atteindre 366 milliards de DTS contre 341 milliards de DTS une année auparavant. Cet accroissement est imputable à l'appréciation du cours de l'or qui est passé, d'une année à l'autre, de 327 DTS/l'once à 390,9 DTS/l'once.

Dans le même sens, les avoirs en devises se sont accrus de 17 milliards de DTS environ pour s'établir à 365 milliards de DTS. Cette amélioration a intéressé essentiellement l'Allemagne Fédérale (+ 9 milliards de DTS) et le Japon (+ 10 milliards de dollars) ; les autres pays industrialisés ont vu leurs avoirs en devises augmenter, dans leur ensemble de près de 6 milliards de DTS. Pour les pays en développement et notamment ceux exportateurs de pétrole ont vu, encore une fois, leurs réserves en devises s'éroder.

La baisse des positions de réserves au FMI, a touché à hauteur de 2 milliards de DTS les pays industrialisés dont notamment les Etats-Unis (- 1,3 milliard de DTS) et à concurrence de un milliard de DTS certains pays exportateurs de pétrole.

C- LES MOUVEMENTS INTERNATIONAUX DE CAPITAUX

Outre la poursuite des modifications d'ordre structurel, les marchés de capitaux ont été fortement imprégnés par la baisse des cours des matières premières, du taux d'inflation, des taux d'intérêts et les nouvelles relations de change "implicitement indexées" depuis le quatrième trimestre de 1985. De 285 milliards de dollars en 1985, le volume des transactions sur les marchés internationaux de capitaux a atteint un nouveau record pour s'établir à 311 milliards de dollars.

Les émissions nettes d'obligations ont totalisé 182 milliards de dollars, ce qui a représenté près de 60 % du volume global des transactions. Sur ce marché, les émissions d'obligations à taux variables se sont inscrites en baisse en raison de l'incertitude qui planait sur les taux d'intérêt.

Les crédits bancaires syndiqués ont accusé un net recul pour la quatrième année consécutive. Les facilités nouvellement accordées se sont élevées à 50 milliards de dollars environ, soit le niveau le plus bas depuis 8 ans. Cette tendance à la baisse s'explique par l'attrait qu'exercent les nouvelles modalités de financement plus souples et plus avantageuses en l'occurrence les "Euro-commercial papers".

Après avoir marqué une grande expansion, les facilités d'émission de billets ou "Notes Insurance Facility (NIF)" et autres instruments similaires comme les "Revolving Underwriting Facility (RUF)" ont accusé en 1986 un net revirement revenant, d'une année à l'autre de 47 milliards de dollars à 26 milliards de dollars. Cette diminution a été largement compensée par les émissions d'"euro-commercial papers" qui sont passées de 18 milliards de dollars en 1985 à 53 milliards de dollars en 1986.

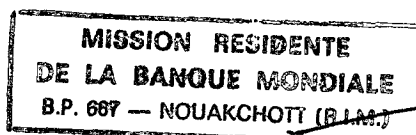
Par ailleurs, le dollar américain a gardé sa suprématie en tant que monnaie utilisée par les emprunteurs et ce, malgré une régression des émissions libellées en cette monnaie qui sont revenues de 61% à 55% d'une année à l'autre. Cette régression s'est faite au profit surtout du yen dont la part a, pour la première fois, dépassé le seuil de 10%, avec un montant d'émission de près de 23 milliards de dollars.

L'examen de la structure des marchés internationaux des capitaux laisse apparaître la part prépondérante des pays de l'O.C.D.E. qui à eux seuls ont absorbé 90% du total des émissions. L'emprunteur le plus important reste les Etats-Unis avec 57 milliards de dollars. Suivent le Japon avec 36 milliards de dollars, le Royaume-Uni avec 24 milliards de dollars et le Canada avec 22 milliards de dollars.

Enfin les pays en développement ont vu leur part diminuer de 29 milliards de dollars en 1985 à 23 milliards de dollars en 1986. Quant aux emprunts prélevés par les pays de l'Est, ils sont restés pratiquement stables à leur niveau de l'année dernière.

D - L'ENDETTEMENT

Cette année encore, la crise de l'endettement extérieur, amorcée depuis le début des années 1980, est loin d'être jugulée. L'encours de la dette des pays en développement a atteint 1095 milliards de dollars contre 1009 milliards de dollars en 1985. Cette situation risque de s'aggraver davantage si des mesures urgentes ne sont pas mises en application au niveau tant des pays débiteurs que des pays créanciers.



La crise de l'endettement est sentie différemment selon les groupes de pays. Pour les pays exportateurs de pétrole, la dépréciation du dollar est la chute des cours ont été à l'origine des difficultés de paiements imprévus. Ce double choc s'est traduit, pour certains, par une cessation de paiements.

Au cours de l'année, il s'est dégagé un consensus sur la nécessité de faire un effort de stabilisation des flux d'aide à destination des pays en développement notamment africains. Cependant, le poids de la dette globale reste impressionnant d'autant plus qu'elle est fortement concentrée : douze pays représentent près de 50 % de l'encours global de la dette. Le fait que les 2/3 de cette dette viennent à échéance dans les cinq prochaines années ajoute à l'inquiétude.

On pourrait penser que la baisse des taux d'intérêt a diminué le poids de la dette, mais elle ne l'a allégé que de 2,7 milliards de dollars par point de réduction. En outre, cet allègement n'a pas compensé l'amenuisement des débouchés de la grande majorité des pays en développement.

III - LES MARCHES DES CHANGES

Malgré la volonté des principaux pays industrialisés pour stabiliser les marchés des changes, en instaurant un système de surveillance multilatéral et en coordonnant leurs politiques monétaire et financière, ces marchés ont connu, au cours de l'année 1986, des tensions parfois aiguës. Ces tensions ont été amplifiées par les attitudes spéculatives des opérateurs. Toutefois, sur toute la période sous-revue, le repli du dollar américain qui a été désordonné entre mai et août 1985, a été quelque peu "organisé" à partir de septembre de la même année à la suite de la réunion du groupe des cinq pays les plus industrialisés (1) à New-York.

(1) Le groupe des cinq est formé des Etats-Unis, du Japon, de l'Allemagne Fédérale, de la France et de la Grande-Bretagne. Le Canada et l'Italie se sont joints à eux lors de la réunion de Tokyo pour former le groupe des sept.

Hormis quelques soubressauts enregistrés sur les principales places financières, le dollar américain s'est inscrit en baisse continue franchissant des seuils historiques de 150 yens, 1,8 deutschemark et 6 francs français pour une unité. D'une fin d'année à l'autre, il s'est déprécié de près de 28 % par rapport au yen japonais et au deutschemark, de 17 % par rapport au franc français et de seulement 2 % par rapport à la livre sterling. Cette dernière, il faut le noter, a marqué des signes de faiblesse en raison de la chute des cours du pétrole.

Par ailleurs, les tensions exercées sur le deutschemark à la suite du repli du dollar ont conduit, au début de l'année 1987, au 11ème réajustement général des cours pivots au sein du Système Monétaire Européen (S.M.E.). Ce réajustement s'est traduit, à partir du 12 janvier 1987, à une réévaluation de 3 % du deutschemark et du florin hollandais. Les francs belges et luxembourgeois ont été réévalués de 2 %. Les taux du franc français, de la lire italienne, de la couronne danoise et de la livre irlandaise n'ont pas été modifiés. Il est à rappeler que la livre irlandaise avait été dévaluée de 8 % le 4 août 1986, en raison des signes de faiblesse qu'elle avait marqués sur les marchés des changes.

IV - LE MARCHÉ MONDIAL DES MATIÈRES PREMIÈRES

Le marché mondial des matières premières est resté fortement déprimé. Hormis le café et le sucre, les cours des autres produits de base se sont effrités de manière quasi-continue depuis le début de l'année.

L'indice global calculé par le Fonds Monétaire International à partir de 39 séries de prix de gros représentatifs de 34 produits primaires non compris l'or et le pétrole a fléchi de 4 % atteignant son niveau le plus bas depuis plus de dix ans.

Les groupes de produits qui ont été les plus touchés sont les produits alimentaires, céréales et oléagineux notamment, dont la moyenne des

prix a baissé de plus de 12 %. Cette chute s'explique par l'abondance des disponibilités sur le marché et la concurrence acharnée livrée par les principaux exportateurs en l'occurrence les Etats-Unis et la Communauté Economique Européenne.

Viennent ensuite les métaux dont les prix moyens ont diminué de près de 6 %, soit le niveau le plus faible depuis presque vingt ans.

A l'inverse, l'indice des prix du groupe des boissons tropicales s'est amélioré de 15 % environ alors qu'il avait chuté de 12 % en 1985. Cette amélioration est exclusivement imputable à la remontée des cours du café d'une moyenne de près de 27 %.

La tendance à la baisse du prix du pétrole observée depuis quatre ans s'est brusquement accélérée au cours des 3 premiers mois de 1986 en raison de l'abondance de l'offre et de l'atonie de la consommation. De 37 dollars le baril en 1981, le prix du pétrole est descendu à environ 26 dollars au début du mois de janvier 1986 pour s'effondrer brusquement par la suite. En février, le prix du baril a franchi le seuil de 15 dollars et redescendu, au cours du mois de mars, entre 10 et 13 dollars le baril selon la qualité du brut, soient les niveaux les plus bas depuis 1975.

Le raffermissement de la consommation dans la plupart des pays industrialisés et la décision des pays de l'OPEP de plafonner leur production ainsi que le ralignement implicite des autres producteurs non-membres de cette organisation ont permis un relèvement progressif des cours qui sont remontés à 16 dollars environ vers la fin de l'année.

DEUXIEME PARTIE

LA SITUATION ECONOMIQUE INTERIEURE

CHAPITRE I

L'ACTIVITE AGRO-PASTORALE

Après les graves années de sécheresse persistante, l'activité agro-pastorale a enregistré au cours des deux dernières années des progrès incontestables. Les investissements réalisés et surtout l'amélioration des conditions climatiques ont exercé un effet hautement positif sur le bilan des deux campagnes agricoles 1985-86 et surtout 1986-87. La situation des pâturages naturels s'est également améliorée induisant ainsi une nette reprise de la reproduction du cheptel et un arrêt quasi-total de la transhumance des troupeaux vers les pays voisins.

En 1986, la valeur ajoutée du secteur agricole s'est accrue, en termes réels, de 74,6 % contre 15 % en 1985 et celle du secteur de l'élevage de 3 % contre seulement 1 % une année auparavant. La contribution de l'ensemble du secteur agro-pastoral dans la formation du PIB aux coûts des facteurs et aux prix constants de 1982 est passée, d'une année à l'autre, de 23,2 % à 25 %.

I - L'ACTIVITE AGRICOLE

Bien que l'hivernage ait accusé un retard, le bilan pluviométrique a été dans l'ensemble satisfaisant mais reste, toutefois, en deçà des moyennes enregistrées dans les années soixante. Les précipitations les plus importantes ont été enregistrées à Gouraye et Sélilaby avec respectivement 511 mm et 380 mm. Les régions du Gorgol, de l'Assaba et du Trarza ont bénéficié de pluies moins abondantes et moins bien réparties dans le temps, avec des niveaux respectifs de 255 mm, 201 mm et 191 mm. Quant aux Hodhs Chargui et Gharbi, on y a enregistré des précipitations de 207 mm et 193 mm respectivement.

Par ailleurs, les crues du fleuve Sénégal ont atteint des hauteurs légèrement supérieures à celles enregistrées l'année dernière. Mais, elles ont accusé, il faut le noter, un retard de quelques jours par rapport à 1985. Ce même retard a été, également, constaté dans la descente des eaux du fleuve, ce qui a favorisé la mise en culture de superficie plus grande en décrue ainsi que la réalimentation des nappes phréatiques.

Ont également contribué à la réussite de la campagne agricole 1986/87 les majorations substantielles des prix au producteur décidées par les pouvoirs publics. Ainsi, au relèvement de février 1985 des prix au producteur de 40 % pour le mil et le sorgho et de 12 % pour le riz paddy, s'est ajoutée pour ce dernier une majoration supplémentaire de 32 %.

En passant de 145 mille hectares au cours de la campagne 1985/86 à 187,5 mille hectares pour la campagne 1986/87, les superficies emblavées (1) ont augmenté de 42,5 mille hectares ou 29,3 %. Les superficies effectivement récoltées ont, quant à elles, progressé de 43,4 mille hectares ou 42,7 % pour totaliser 145,5 mille hectares contre 101,6 mille hectares au cours de la campagne précédente. L'accroissement des superficies cultivées a intéressé dans sa quasi-totalité les cultures de Diéri et de bas-fond réservées essentiellement pour le mil et le sorgho. Les périmètres irrigués réservés notamment pour le riz et le maïs ont connu une extension de près de 800 hectares. Aussi, a-t-on enregistré une diminution sensible des surfaces perdues entre les premiers semis et les récoltes effectives. La diminution des pertes de superficies a été obtenue grâce aux importants ressens effectués (Diéri notamment) et surtout à la campagne vigoureuse de lutte contre les déprédateurs des cultures.

Quant à la production céréalière globale nette des pertes, elle a atteint 115,6 mille tonnes contre 95,4 mille tonnes au cours de la campagne 1985/86 et une moyenne de 32,4 mille tonnes seulement au cours des campagnes allant de 1981 à 1985.

En augmentation de 11,9 mille tonnes ou 14,7 %, la production de mil et de sorgho a atteint 93,1 mille tonnes contre 81,2 mille tonnes au cours de la campagne 1985/86. Cet accroissement résulte exclusivement de l'extension des superficies cultivées ; le rendement net à l'hectare a régressé, revenant d'une campagne à l'autre, de 8,6 à 6,8 quintaux à l'hectare. Quoiqu'en baisse, ce rendement demeure nettement supérieur à celui enregistré au cours des campagnes agricoles allant de 1980 à 1985.

(1) Non compris les superficies relatives aux légumineuses et aux pastèques.

Stimulée par les majorations substantielles des prix au producteur, la production de riz paddy et de maïs, cultivés en irrigué, s'est accrue de près de 60 % pour atteindre 22,7 mille tonnes contre 14,2 milles tonnes au cours de la campagne précédente. Le rendement net à l'hectare est passé, d'une campagne à l'autre, de 26 à 30 quintaux pour le riz paddy et de 4,6 à 16,1 quintaux pour le maïs. Cette amélioration sensible trouve son origine notamment dans les importantes actions entreprises par les autorités avant et au cours de la campagne agricole.

EVOLUTION DE LA SUPERFICIE CULTIVEE ET DE LA PRODUCTION CEREALIERE

CAMPAGNES	1981/82	1982/83	1983/84	1984/85	1985/86	1986/87
-----------	---------	---------	---------	---------	---------	---------

I-SUPERFICIES CULTIVEES

(en 1000 hectares)	151,2	151,0	111,3	83,6	101,6	145,5
--------------------	-------	-------	-------	------	-------	-------

Mil et sorgho	140,0	140,0	100,0	79,0	94,0	137,1
---------------	-------	-------	-------	------	------	-------

Riz paddy	3,5	4,0	4,1	4,2	5,0	6,6
-----------	-----	-----	-----	-----	-----	-----

Maïs, blé, orge	7,7	7,0	7,2	0,4	2,6	1,8
-----------------	-----	-----	-----	-----	-----	-----

II-PRODUCTION

(en 1000 tonnes)	53,3	35,2	21,0	20,0	95,4	115,8
------------------	------	------	------	------	------	-------

Mil et sorgho	40,0	20,0	6,0	6,5	81,2	93,1
---------------	------	------	-----	-----	------	------

Riz paddy	9,3	11,5	12,5	11,0	13,0	19,8
-----------	-----	------	------	------	------	------

Maïs, blé, orge	4,0	3,7	2,5	2,5	1,2	2,9
-----------------	-----	-----	-----	-----	-----	-----

III- RENDEMENT NET

(en quintaux par hec.)

Mil et sorgho	2,9	1,4	0,6	2,5	8,6	6,8
---------------	-----	-----	-----	-----	-----	-----

Riz paddy	26,6	28,8	30,5	26,2	26,0	30,0
-----------	------	------	------	------	------	------

Maïs, blé, orge	5,2	5,3	3,5		4,6	16,1
-----------------	-----	-----	-----	--	-----	------

SOURCE : Ministère du Développement Rural (Service des statistiques agricoles)

Il est à noter que la campagne agricole 1986/87 a fait l'objet d'une programmation à trois volets. Il s'agit de la formation de cadres moyens chargés de l'encadrement, la sensibilisation des paysans et de la facilitation de l'acquisition des intrants dans les zones de production. Dans le même sens et pour une meilleure réussite dans le déroulement de la campagne 1986/87, les autorités n'ont pas manqué de déployer des moyens importants pour la protection des cultures. A cet égard, elles ont mis en place dix sept postes d'alerte rapide et dix équipes étant dotée d'un véhicule, d'une radio et du matériel de traitement nécessaire. Le FAC, Le FED et l'US-AID ont également apporté leur assistance.

La production agricole demeure, il est vrai insuffisante pour couvrir les besoins alimentaires du pays, mais son amélioration, au cours des deux campagnes 1985/86 et 1986/87 a permis de réduire considérablement notre dépendance alimentaire vis-à-vis de l'Etranger. Les importations de céréales et dérivés ainsi que d'autres catégories de biens alimentaires (aides et achats) ont beaucoup diminué en 1986.

Les perspectives des prochaines campagnes s'annoncent encore meilleures avec l'entrée en activité des deux barrages du fleuve Sénégal, les encouragements des producteurs privés et la révision des rôles joués par le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA) et par la SONADER.

S'agissant particulièrement du crédit agricole, le Fonds National du Développement a commencé à intervenir dès 1986 de manière significative dans le financement de l'agriculture.

II ~ L'ELEVAGE

Contrairement à l'année passée où toutes les régions avaient bénéficié de pâturages pour couvrir les besoins du cheptel, cet hivernage laisse présager des manques dans certains départements. En effet, à la suite des pluies tardives, le tapis végétal se composant, dans la plupart des cas, de ligneuses peu résistantes, commence à sécher et des feux de brousses sont à redouter.

Cependant, les pluies enregistrées ont permis une bonne régénération naturelle des arbres et des arbustes qui constituent entre autres une source de fourrage très importante en période sèche.

Concernant l'effectif global du cheptel, il est passé d'une année à l'autre, de 8480 mille têtes à 9220 mille têtes. Cette augmentation a intéressé essentiellement les petits ruminants.

L'évolution du cheptel, des abattages contrôlés et des expéditions est retracée dans le tableau suivant :

(en milliers de têtes)

LIBELLÉS	1982	1983	1984	1985	1986
I -EFFECTIF DU CHEPTEL	9607	8039	7489	8480	9220
Petits ruminants	7550	6120	5692	6500	7200
Bovins	1300	1200	1100	1200	1200
Camelins	757	719	697	780	820
II -ABATTAGES CONTRÔLÉS	110	110	132	120	100
Petits ruminants	56	56	72	50	37
Bovins	31	32	35	37	28
Camelins	23	22	25	33	35
III -EXPÉDITIONS SUR PIEDS	149	249	267	193	209
Petits ruminants	136	231	252	170	187
Bovins	9	11	9	10	8
Camelins	4	7	6	13	14

Source : Ministère du Développement Rural (Direction de l'élevage).

Avec le début de l'application de la nouvelle politique de l'élevage axée principalement sur l'organisation des éleveurs en associations pastorales, une plus grande responsabilisation sur la gestion du milieu et une participation effective aux frais que nécessitent leurs troupeaux, une participation plus active du secteur privé, le rôle des autorités administratives se situe surtout au niveau de l'encadrement.

Les activités principales sont de deux sortes : la santé animale et la production animale.

En fait, les activités ont surtout été dominées par la santé animale, qui reste bien entendu un facteur indispensable au développement des productions agricoles. C'est ainsi que la conception des projets ces dernières années s'est attelée à cette tâche.

Quatre projets sont en cours de réalisation dont le plus important est le "Projet Elevage II" dont le financement s'élève à 1.500 millions d'ouguiyas. Ce projet renforcera les activités de la direction de l'élevage par la création d'un bureau des intrants qui aura pour charge l'importation hors taxes des intrants d'élevage : médicaments, vaccins, aliments pour bétail. Ce bureau aura à réguler le marché national dans ce domaine en mettant à la disposition des éleveurs des intrants aux prix coûtants.

Il est également prévu dans le cadre de ce projet la création de deux bureaux, le premier sera chargé de la gestion des pâturages et le second de l'hydraulique villageoise.

En 1986, la situation sanitaire du cheptel s'est grandement améliorée si l'on en croit les résultats enregistrés. Toutes les maladies apparaissent en régression à l'exception de la peste des petits ruminants. L'importance de cette maladie est en progression depuis 2 ans. Une étude régionale du laboratoire du Centre National d'Etudes et de Recherches Vétérinaires (CNERV) autorise à penser que cette maladie sévirait bien à l'état enzootique dans le Sud Mauritanien.

La campagne de vaccination a permis d'atténuer considérablement l'ampleur des autres maladies.

En ce qui concerne les méthodes générales de prophylaxie, la législation et l'effectivité de son application, rien de nouveau n'est parvenu depuis 1985 en dehors de l'abolition de la gratuité des vaccins et de tous les produits vétérinaires en général.

Dans les perspectives à moyen terme, la priorité sera accordée à la poursuite des actions en cours et à la recherche des financements des projets inscrits au Plan de Redressement Economique et Financier (PREF) dont notamment, l'amélioration des cultures fouragères à la Ferme de M'Pourié, le projet intégré Elevage-Agriculture dans l'Assaba et le Tagant, ainsi que la mise en place d'unités mobiles de production d'aliment composé à partir des sous-produits agricoles de Rosso, Kaédi et Fom-Gleita.

CHAPITRE II

LE SECTEUR DE LA PECHE

A partir de 1982, l'essor qu'a connu le secteur de la pêche en a fait le principal moteur du développement économique de la République Islamique de Mauritanie. Certes, sa contribution à la formation du PIB aux prix constants de 1982 a légèrement fléchi par rapport aux réalisations de 1985. Cependant, sa place en tant que première source de devises s'est davantage confirmée en 1986. En effet, les exportations des produits de la pêche ont constitué près des deux tiers des exportations totales en 1986 contre 59,9% et 50,4% respectivement en 1985 et 1984.

Ont contribué à la réalisation de ces performances, la "Nouvelle politique de pêche (NRP)" mise en place à partir de 1980, la création de la Société Mauritanienne pour la Commercialisation du Poisson et tout un arsenal de mesures d'encouragement prises par les pouvoirs publics aux profits des armateurs nationaux et des pêcheurs artisanaux.

PRINCIPAUX INDICATEURS DU SECTEUR DE LA PECHE

(En millions d'ouguiyas sauf indications contraires)

LIBELLES	1984	1985	1986
1. VALEUR AJOUTEE (PRIX CONSTANTS)	3374	3878	3791
2. PIB AUX PRIX CONSTANTS	40053	41293	42967
3. EXPORTATIONS DE POISSONS (FOB)	9450	16861	20423
4. EXPORTATIONS TOTALES (FOB)	18746	28639	30958
5. (1)/(2) en %	8,4	9,4	8,8
6. (3)/(4) en %	50,4	58,9	66,0

La flotte opérant dans les zones économiques de pêche a atteint 101 navires-glacières, 202 navires-congélateurs et près de 475 pirogues. De moins de 25% en moyenne au cours de la période allant de 1980 à 1984, l'armement national a atteint à la fin de 1986, grâce aux importantes acquisitions

réalisées au cours des deux dernières années, près de 48% de la flotte de pêche industrielle. Quant au nombre de navires en affrètement et surtout sous licence, il ne cesse de diminuer et ce, conformément à la nouvelle politique de pêche.

FLOTTE DE PECHE INDUSTRIELLE OPERANT DANS LES ZONES ECONOMIQUES
DE PECHE MAURITANIENNES EN 1986 (En unités)

TYPE DE PECHE			PECHE SPECIALISEES				TOTAL
	POND	PELAGIQUE	-----				
ARMEMENT			crevettes	langoustes	merlu	autres	
ARM. NATIONAL	144	-	-	-	-	-	144
Glaciers	40	-	-	-	-	-	40
Congelateurs	104	-	-	-	-	-	104
AFFRETEMENT	31	49	1	2	-	8	91
Glaciers	16	-	-	1	-	8	25
Congelateurs	15	49	1	1	-	-	66
LICENCES	11	2	28	13	14	-	68
Glaciers	3	-	6	13	14	-	36
Congelateurs	8	2	22	-	-	-	32
TOTAL	186	51	29	15	14	8	303
Glaciers	59	-	6	14	14	8	101
Congelateurs	127	51	23	1	-	-	202

I-EVOLUTION EN VOLUME

Après la chute importante des quantités expédiées en 1984, en raison de l'arrêt des activités de la Société Mauritano-Soviétique de Pêche (MAUSOV) pendant six mois, le volume des exportations a enregistré une nette reprise en 1985 pour atteindre 346 mille tonnes. Cette tendance s'est encore affirmée en

1986 en raison notamment de l'accroissement et de l'amélioration de l'état de la flotte de pêche opérant dans les eaux territoriales mauritaniennes. Ainsi les quantités exportées ont atteint 388 mille tonnes soit un accroissement de 12,2% par rapport l'année dernière.

EVOLUTION DES EXPORTATIONS DES PRODUITS DE LA PECHE

TYPE DE PECHE	QUANTITE EN 1000 T			VALEUR EN MILLIONS D'UN		
	1985	1986	VAR.%	1985	1986	VAR.%
1.PECHE DE FOND	72,9	74,0	+ 1,5	9571	12425	+29,8
2.PECHE PELAGIQUE	272,1	312,3	+14,8	7137	7213	+ 1,1
3.PECHE ARTISANALE	1,1	1,9	+72,7	153	785	+413,1
TOTAL	346,1	388,2	+12,2	16861	20423	+21,1

L'essentiel des exportations est constitué d'espèces pélagiques pêchées dans leur quasi-totalité dans la "zone 4" par des chalutiers congélateurs sous affrètement. Les quantités exportées ont atteint 312 mille tonnes contre 272 mille tonnes une année auparavant, enregistrant ainsi une augmentation de 14,8%. Leur part dans le total des exportations des produits de la pêche est passée de 78,6% à 80,4% respectivement en 1985 et 1986.

Quant aux exportations d'espèces de fond pêchées dans les "zones 1 et 2" notamment et dont près des deux tiers sont constitués de céphalopodes (poules, seiches et calamar), elles n'ont que légèrement progressé passant, d'une année à l'autre, de 73 à 74 milles tonnes. Leur part dans le total des expéditions des produits de la pêche est revenue de 21,1% en 1985 à 19,1% en 1986.

Constituées notamment de crustacés (langoustes et crevettes) et de poissons salés et séchés, les exportations des produits de la pêche artisanale ont pratiquement doublé passant de près de mille tonnes en 1985 à deux mille

tonnes en 1986. Cette forte expansion s'explique par l'accroissement du nombre des embarcations en exploitation et par les efforts de commercialisation fournis par la SHCPP. Cependant, le poids relatif des produits de la pêche artisanale reste marginal puisqu'il n'a pas dépassé 0,5% du total des exportations des produits de la pêche.

II- EVOLUTION EN VALEUR

A- LES EXPORTATIONS

la valeur des exportations des produits de la pêche a enregistré un nouveau record en 1986 pour atteindre 20,4 milliards d'ouguiyas, soit une progression de 21,1% par rapport à l'année dernière. Cette performance résulte de l'accroissement des quantités expédiées et surtout de l'affermissement des cours mondiaux des produits de la pêche de fond. Les prix des espèces pélagiques ont, par contre, accusé un recul de près de 10%. Il est utile de souligner que la dépréciation du dollar américain, principale monnaie de facturation, a exercé un effet négatif sur les recettes de près de 5%.

Pour les produits de la pêche de fond, les recettes d'exportations ont totalisé 12425 millions d'ouguiyas contre 9571 millions d'ouguiyas en 1985, ce qui correspond à une augmentation de près de 30%. Cet accroissement est imputable dans sa quasi-totalité à l'affermissement des cours mondiaux qui sont passés, d'une année à l'autre, d'une moyenne de 1676 à 2292 dollars la tonne. La hausse des cours semble s'expliquer en grande partie par la baisse des quantités pêchées par certains pays concurrents sur les marchés traditionnels européens et surtout asiatiques.

En dépit de l'accroissement des quantités expédiées, les recettes drainées par le sous-secteur de la pêche pélagique n'ont que faiblement augmenté en raison de la dépréciation du dollar américain et surtout du net recul des cours mondiaux qui sont revenus de 347 dollars la tonne en 1985 à 313 dollars la tonne en 1986. Au total, les recettes d'exportation provenant de la pêche pélagique ont atteint 7213 millions d'ouguiyas contre 7137 millions

une année auparavant, ce qui a représenté respectivement 35,3% et 42,3% du total des exportations des produits de la pêche.

Les recettes d'exportations du sous-secteur de la pêche artisanale ont plus que quadruplé passant, d'une année à l'autre, de 153 à 785 millions d'ouguiyas. Cette performance résulte non seulement du doublement des quantités expédiées et de l'affermissement des cours, mais également des efforts importants de valorisation des produits de la pêche artisanale par le recours accru à la transformation.

B- LES RAPATRIEMENTS

Les rapatriements effectifs des recettes d'exportation des produits de la pêche ont progressé de 22% en 1986 passant, d'une année à l'autre, de 10,4 à 12,7 milliards d'ouguiyas ce qui a représenté près de 62% de la valeur globale des exportations. Cet accroissement est imputable dans sa quasi-totalité au sous-secteur de la pêche de fond. Les rapatriements des recettes d'exportations de la pêche artisanale ont légèrement augmenté tandis que ceux de la pêche pélagique ont accusé une baisse de près de 0,6 milliard d'ouguiyas.

EVOLUTION DES RAPATRIEMENTS (en millions d'ouguiyas)

LIBELLES	1985	1986	VARIATIONS EN %
PECHE DE FOND	7872	10731	+ 36,3
PECHE PELAGIQUE	2352	1733	- 26,3
PECHE ARTISANALE	153	191	+ 24,8
TOTAL	10377	12655	+ 22,0
EN % DES EXPORTATIONS	61,5	62,0	

C- LES DEPENSES DIRECTES EN DAVIERS

En s'élevant à 4,5 milliards d'ouguiyas en 1986, les dépenses directes en devises du secteur de la pêche ont représenté près de 35% des montants effectivement rapatriés contre respectivement 3,1 milliards d'ouguiyas et 30% en 1985. La forte augmentation des dépenses directes (+42,6%) s'explique par la hausse des prix des biens et services importés, par l'accroissement de la flotte et surtout par l'état de vétusté d'une grande partie des navires composant l'armement national dont l'entretien est fréquent et coûteux.

EVOLUTION DES DEPENSES

LIBELLES	1985		1986		VARIATIONS
	EN MO	EN %	EN MO	EN %	
SALAIRES ET CHARGES					
CONNEXES	887	28,4	1178	26,5	+ 32,8
OPERATIONS COMMERCIA.	566	18,1	885	19,9	+ 56,4
PRESTATIONS DE SERVICES	704	22,6	812	18,2	+ 15,3
REMBOURSEMENTS CREDITS					
EXTERIEURS	259	8,3	726	16,3	+180,3
ASSURANCES	141	4,5	185	4,2	+ 31,2
COUT D'AFFRETEMENT	129	4,1	73	1,6	- 43,4
FRAIS DE MISSION	21	0,7	10	0,2	- 52,4
SOUS-TOTAL					
	2707	86,7	3869	86,9	+ 42,9
OPERATIONS DES SHIP					
CHANDLERS	415	13,3	562	13,1	+ 40,2
TOTAL GENERAL					
	3122	100,0	4451	100,0	+ 42,6

Près de 40% de ces dépenses sont liées aux prestations de services, et à l'acquisition de matériel de pêche et des pièces de rechanges; et plus du quart sont retransférées au titre des salaires et charges courantes des équipages étrangers.

Dans le but d'encourager le secteur de la pêche tout en renforçant le contrôle a posteriori des retransferts de devises, la Banque Centrale de Mauritanie a autorisé, à partir de janvier 1987, les opérateurs-exportateurs dans ce secteur à se faire ouvrir des comptes en ouguiyas convertibles. C'est ainsi que ces opérateurs peuvent disposer librement de 15% du produit des rapatriements des recettes d'exportations pour effectuer, sans autorisation préalable de la B.C.M., les dépenses directes en devises liées à leur activité courante à l'exclusion des dépenses au titre des frais de mission et des voyages d'affaires.

D- CONTRIBUTION AU BUDGET DE L'ETAT

Si les recettes provenant des taxes à l'exportation ont fortement augmenté en corrélation avec la hausse de la valeur des exportations, celles découlant des redevances ont, par contre, accusé un léger recul en raison de la réduction du nombre des licences libres de pêche conformément à la nouvelle politique de pêche.

CONTRIBUTION DU SECTEUR DE LA PECHE AU BUDGET DE L'ETAT (en millions d'ouguiyas sauf indications contraires)

LIBELLES	1984	1985	1986	VARIATIONS EN %	
				1985/84	1986/85
TAXE A L'EXPORTATION	1053	1850	2202	+ 74,9	+ 19,0
REDEVANCES ET AMENDES	464	500	476	+ 7,8	- 4,8
TOTAL (A)	1522	2350	2678	+ 54,4	+ 14,0
RECETTES BUDGETAIRES					
TOTALES (B)	10296	12301	13695	+ 19,5	+ 11,3
(A)/(B) EN POURCENTAGE	14,8	19,1	19,6		

Au total la contribution directe du secteur de la pêche au budget de l'Etat a atteint, en 1986, 2,7 milliards d'ouguiyas contre 2,3 milliards d'ouguiyas en 1985, ce qui a représenté pour les mêmes années respectivement 19,6% et 18,7% des recettes budgétaires.

Le secteur de la pêche constitue la locomotive de l'économie mauritanienne. En progression soutenue et régulière, ses exportations dépassent, depuis deux années, nettement celles du secteur minier, constituant ainsi la première source de devises. Dans le même sens, la contribution du secteur de la pêche au renforcement de la trésorerie de l'Etat ne cesse de se consolider.

Certes ces résultats sont très encourageants. Cependant, faut-il constater que les activités dans ce secteur n'ont que faiblement évolué prenant la forme notamment "d'économie de cueillette". En effet, près de 90% du volume exporté ne subit pratiquement aucune transformation. En outre, les dépenses à l'extérieur du secteur de la pêche constituent encore une importante source de sorties de devises qui grève lourdement le solde de nos paiements courants.

Pour que le secteur de la pêche puisse jouer le rôle de moteur de développement économique de la Mauritanie, l'on devra non seulement renforcer la sauvegarde des ressources halieutiques, mais également et surtout pousser davantage la transformation des produits exportés et limiter les retransferts à l'extérieur au titre des dépenses courantes.

La transformation des produits de la pêche exportés à un stade plus poussé, outre qu'elle générera une valeur ajoutée plus importante, conduira à la rentabilisation des investissements déjà réalisés à terre et à la création d'un pôle de développement économique.

La réduction des sorties de devises au titre des dépenses du secteur de la pêche pourra être obtenue grâce à l'accélération des actions programmées dans le cadre du plan de Redressement Economique et Financier, notamment la formation de marins qualifiés, la création d'un chantier de réparation navale à Nouadhibou, la création d'un quai de pêche à Nouakchott etc...

I- LES INDUSTRIES EXTRACTIVES

Les effets induits du ralentissement de la croissance économique dans les pays industriels partenaires de la Mauritanie, continuent d'influer défavorablement sur le secteur minier. De même, la concurrence des pays producteurs tels que Le Brésil et l'Australie qui ont non seulement baissé les prix de leur minerai libellés en dollar mais ont procédé également à une dévaluation de leurs propres monnaies, a exercé des contraintes supplémentaires sur le secteur.

En 1986, la valeur ajoutée du secteur minier a regressé de 4,3% par rapport à 1985 où celle-ci avait diminué de 2,9% par rapport à l'année précédente .

La baisse constatée au niveau de la contribution du secteur dans la formation du PIB s'est accentuée, pour atteindre 12,5% en 1986, contre 14,5% et 13,7% respectivement en 1984 et 1985.

A- LE FER

Le mouvement haussier constaté au niveau de la production s'est confirmé cette année encore. En effet, cette tendance s'est traduite par un léger accroissement de 0,6% par rapport à l'année dernière, contre 2% enregistrés en 1985 par rapport à 1984. Ainsi, la production a atteint 9261 mille tonnes en 1986, contre 8999 et 9203 mille tonnes, respectivement en 1984 et 1985.

Les résultats prévisionnels de 10 millions de tonnes de production globale n'ont pas été atteints malgré l'exploitation du Guelb dont la vente en 1986 a été de 1375 mille tonnes, soit 15,3% de la vente totale.

Compte tenu du tassement du marché mondial et de la forte concurrence, les prévisions qui tablent pour une production de 12 millions de tonnes à moyen terme risquent d'être sérieusement compromises.

Les exportations en 1986 ont enregistré une chute de 4,3% soit 8929 mille tonnes contre 9333 mille tonnes en 1985 où la baisse par rapport à 1984 était de 3,3%.

En s'établissant à 10.592 millions d'ouguiyas, la valeur des exportations a diminué de 8% par rapport à l'année dernière où elle avait atteint 11.530 millions d'ouguiyas et s'était accrue de 25,7%.

La diminution constatée cette année, est essentiellement due à la baisse du volume des exportations et également à la dépréciation de la monnaie américaine. N'eût été par ailleurs l'affermissement du prix du minerai de fer libellé en dollar américain, la situation se serait davantage aggravée. En effet celui-ci est passé respectivement en 1984 et 1985 de 15,7 et 15,9 dollars la tonne à 16 dollar la tonne en 1986.

B- AUTRES MINERAIS

Les difficultés financières relatives à la garantie des investissements n'ont pas permis à la Société Arabe des Mines de l'Inchiri de démarrer les travaux d'installation de l'usine et d'exploitation de la mine de cuivre dont on attendait 85 mille tonnes de concentré de cuivre en 1987.

Les résultats obtenus par la Société Arabe des Industries Métallurgiques sont très éloignés des objectifs prévisionnels. L'année 1985 a été marquée essentiellement par des tests et des expérimentations, à savoir le prédémarrage de l'unité industrielle de plâtre, alors que les objectifs de production étaient de 36.000 tonnes de gypse.

En produisant seulement 12.642 tonnes de gypse en 1986, la SANIA a atteint un taux de réalisation de 17,5% par rapport aux prévisions estimées à 72.000 tonnes.

Au cours de cette année 10.317 tonnes ont été exportées à destination des pays européens.

La production de 8400 tonnes de plâtre ne représente que 8% des capacités de production de l'usine qui sont de 100.000 tonnes par an et qu'elle devra atteindre en 1987.

Dans le cadre de ses activités, l'Office Mauritanien de Recherches Géologiques a confirmé l'existence d'une réserve de soufre à "Sebkha N'Derehoumcha", localité située à 60 km au Nord-Est de Nouakchott.

L'OMRG prévoit au cours de l'année 1987, une série de réunions pour la constitution d'un consortium du soufre. Participent certainement à ces réunions les partenaires tels que la SAPIA de la Tunisie, l'Arab Mining Company, l'ICS du Sénégal et la SAMIA.

II- LES INDUSTRIES MANUFACTURIERES

Le secteur des industries manufacturières a évolué en 1986 à un rythme satisfaisant, tant sur le plan des investissements que sur le plan de la production. En dépit du dynamisme affiché par les industriels privés mauritaniens dans la réalisation de la gamme de projets approuvés par les pouvoirs publics dans le cadre du plan de redressement économique et financier et de dispositions incitatives prévues par le Code des investissements, la croissance de ce secteur demeure assujettie à certaines contraintes dont l'exiguité du marché et l'insuffisance d'infrastructure. La Contribution des industries manufacturières légères dans la formation du PIB aux coûts des facteurs et aux prix constants de 1982 a progressé à un rythme de 3% par rapport à son niveau de l'année dernière.

Concentrée essentiellement à Nouakchott, l'industrie légère, compte actuellement 30 unités opérationnelles fabriquant une gamme composée de quarante produits et plus de trente projets agréés ou en cours d'agrément.

Si les performances de production des sociétés Mixtes industrielles composées essentiellement de la société mauritanienne des industries du sucre (SOMIS) et de la société arabe du fer et de l'acier (SAFA) ont été en deçà des prévisions, celles des petites et moyennes industries, à capital entièrement privé ont été relativement satisfaisantes. Confrontées à certaines difficultés comme le manque d'eau douce, la rupture de certaines matières premières additionnelles, les industries du secteur public ou semi-public, notamment celles relatives à la transformation du sucre cristallisé et du fer à béton ont enregistré certaines perturbations au niveau de leur production en 1986.

L'amélioration de la production a été plus marquée dans les industries agro-alimentaires où elle a progressé en moyenne de 13,5% en dépit d'un léger repli de celle de l'industrie sucrière et de la confiserie. Cette performance a permis à certaines entreprises d'exporter leurs produits vers les pays voisins, il s'agit en l'occurrence de la société de mise en bouteilles des eaux minérales et de l'unité de pâtes alimentaires.

S'agissant de la production dans les industries de matériaux de construction, elle a légèrement augmenté d'environ 8,8% et ce, en dépit d'une baisse de la production de l'unité de traitement du ciment mais surtout compensée par une reprise dans la production des autres types de matériaux.

Le volume des produits et articles de ménage, a enregistré, quant à lui, une stagnation notamment au niveau des articles émaillés et des produits de mousse.

Les investissements dans ce secteur continuent de s'accroître par le truchement du capital privé, ce qui a permis la réalisation d'un ensemble de projets d'une valeur de plus de 1,2 milliard d'ouguiyas, générant ainsi un volume d'emplois estimé à plus d'un millier de postes de travail.

Il y a lieu de noter que la valeur des investissements réalisés qui représente environ 25% de l'enveloppe prévisionnelle devrait être dégagée par le secteur privé dans le cadre du plan de développement des industries

manufacturières. Le code des investissements réamenagé à cet effet en 1985 constitue un stimulant efficace des investissements privés dans ce domaine.

Le secteur des industries manufacturières continue avec moins d'accuité d'enregistrer un ensemble d'obstacles de nature à gêner son développement. Il s'agit en l'occurrence de la rupture fréquente de stocks de matières premières, de l'infiltration massive de produits de contrebandes conjuguée à l'exiguité du marché et à l'absence d'infrastructure adéquate pour développer les circuits de commercialisation et de diffusion des produits nationaux.

En effet les 30 unités actuellement opérationnelles tournent en moyenne à moins de 50% de leur capacité de production, ce qui générerait la croissance du secteur, si de nouveaux débouchés ne seront pas trouvés.

La diversification des produits de l'industrie dès l'achèvement d'importants projets agréés encours de réalisation permettront avec l'appui des pouvoirs publics, une pénétration du marché de la CEAO et une éligibilité plus grande de nos produits à la taxe de coopération régionale (T.C.R).

L'ouverture très prochaine du port en eau profonde de Nouakchott permettra de réduire l'accuité du problème de rupture d'approvisionnement en matières premières, ce qui ne manquera pas d'accroître l'offre de produits nationaux et stimulera l'exportation de l'industrie nationale vers les pays voisins.

Les mesures de sensibilisation destinées à faire connaître les produits industriels nationaux sur le plan intérieur et extérieur ont été déjà entreprises. Dans ce cadre la foire des produits de l'industrie nationale a été ouverte à Nouakchott au cours du 2ème trimestre de l'année 1986 et a permis de faire connaître aux différents visiteurs les produits de l'industrie nationale et de lancer de nouveaux produits en l'occurrence (les chaussures, les biscuits, le lait et les articles sanitaires).

Alors que la petite industrie traverse une phase de croissance particulièrement déterminante, les activités, quant à elles, de recherche d'exploitation des ressources naturelles se poursuivent en vue de leur valorisation et leur intégration dans un secteur industriel plus développé.

En effet, une ébauche de stratégie du secteur industriel a permis déjà la prise en considération d'un ensemble de mesures d'incitation et de soutien au secteur industriel en vue de l'exploitation des nouveaux gisements de matières premières (gypse, cuivre, phosphates etc) et du développement des activités de transformation existantes (minerai de fer et produits halieutiques).

C'est ainsi que les pouvoirs publics ont procédé à la révision du Code des investissements afin de le rendre plus incitatif et ont préconisé l'assouplissement des conditions de financement, le renforcement de la protection douanière la création de vastes zones industrielles viabilisées et l'allègement des coûts opératoires (Eau, Electricité, Services portuaires etc...).

III - LE SECTEUR ENERGETIQUE

Grâce aux actions d'assainissement entreprises par les pouvoirs publics depuis le début de 1985 et le programme d'investissement réalisé, les difficultés que connaissait le secteur énergétique sont progressivement résorbées. Particulièrement faible jusqu'en 1986, sa contribution à la formation du produit intérieur brut est appelée à se consolider et son rôle dans le développement économique se verra renforcer.

A - ELECTRICITE

La production nationale d'électricité de la Société Nationale de l'Eau et de l'Electricité (SONELEC) -c'est-à-dire la production totale en dehors de celle des auto-producteurs industriels et résidentiels a atteint 92 millions de KW/H ou 19,5 %. Cette progression substantielle a intéressé notamment les centrales de Nouakchott et de Nouadhibou dont les groupes de production ont

été complètement révisés. Représentant près de 95 % de l'électricité produite par la SONELEC, la production des centrales installées dans ces deux principales agglomérations urbaines et industrielles a progressé, d'une année à l'autre, de 8 millions de KW/H pour le premier centre et de 6 millions de KW/H pour le second. Quoique, en augmentation, la production électrique réalisée dans les autres centres urbains notamment Rosso, Kaédi et Atar reste minime.

EVOLUTION DE LA PRODUCTION D'ELECTRICITE DE LA SONELEC

(en milliers de KW/H sauf indications contraires)

VILLES	1984	1985	1986	VARIATIONS EN %	
				1985/84	1986/85
NOUAKCHOTT	34432	42951	50992	+ 24,7	+ 18,7
NOUADHIBOU	28058	29274	35535	+ 4,3	+ 21,4
KAEDI	1920	1782	1684	- 7,2	- 5,5
ROSSO	1774	1403	1610	- 20,9	+ 14,8
ATAR	1059	1102	1239	+ 4,1	+ 12,4
AUTRES	-	253	638	-	+ 152,2
TOTAL	67243	76705	91698	+ 14,1	+ 19,5

SOURCE : SONELEC

Les performances réalisées par la SONELEC sont imputables aux actions de réhabilitation et d'assainissement entreprises par les pouvoirs publics depuis l'année 1985. Outre la révision des groupes, les actions d'assainissement ont porté notamment sur la maîtrise des coûts opératoires et l'amélioration des taux de facturation et de recouvrement.

Le développement de la production électrique est appelée à connaître, dans les prochaines années, un nouvel élan grâce au programme d'investissement envisagé comprenant la construction d'une nouvelle centrale à Nouakchott dont

le démarrage du premier groupe est prévu au courant de l'année 1988, l'électrification du bassin du fleuve Sénégal et l'élargissement des capacités de production des centres secondaires.

B - L'EAU

Enregistrée à partir de 1985, la tendance à la baisse de la production d'eau potable de la SONELEC s'est encore accentuée en 1986. De 8,3 millions de mètres cubes en 1984, elle est tombée à 8,2 puis à 7,6 millions de mètres cubes respectivement au cours des deux dernières années. Cette évolution s'explique notamment par l'arrêt de certains forages de la nappe de l'Idini-I et la vétusté des équipements installés. Il en est résulté une baisse importante de la pression de l'eau particulièrement ressentie dans la capitale Nouakchott avec plus ou moins d'accuité selon les quartiers.

PRODUCTION D'EAU

(En milliers de mètres cubes sauf indications contraires)

VILLES	1984	1985	1986	VARIATIONS EN %	
				1985/84	1986/85
NOUAKCHOTT	5649	5548	5098	- 1,8	- 8,1
NOUADHIBOU	1319	1200	1270	- 9,0	- 5,8
KAEDI	413	510	437	+23,5	-14,3
ROSSO	479	439	297	- 8,4	-32,3
AKJOUJT	178	178	222	-	+24,7
ATAR	75	72	75	- 4,0	+ 4,2
AUTRES VILLES	206	208	176	+ 1,0	-15,4
TOTAL	8319	8155	7575	- 2,2	- 7,1

En vue de remédier à cette situation, des travaux de réhabilitation de la centrale de l'Idini-I ont été entrepris dès le mois d'avril 1986 pour accroître la pression dégagée notamment par l'adduction d'un réseau parallèle. La nouvelle conduite qui sera opérationnelle au courant du second semestre de 1987, portera le débit de l'eau de 13 à 20 mille mètres cubes par jour, ce qui ne manquera pas de réduire considérablement l'usage des surpresseurs dont l'achat et l'entretien sont particulièrement coûteux.

Par ailleurs, il y a lieu de noter qu'il sera envisagé, dans les années à venir, l'exploitation d'une deuxième nappe phréatique (Idini-II) située à 45 km de la première dont le degré de salinité va en augmentant.

C - PRODUITS PETROLIERS ET GAZ

L'industrie de raffinage de pétrole continue de connaître des difficultés pour son démarrage définitif. En effet, arrêtée depuis 1984, la raffinerie de Nouadhibou a accusé un retard considérable dans la réception définitive de ses travaux de réfection. Si la remise en état a été terminée pour les installations de transformation, la jetée pétrolière est l'usine de dessalement sont, quant à elles, à la dernière phase d'achèvement des travaux. La réouverture définitive de la raffinerie n'interviendra qu'au courant du second semestre 1987 après tous les essais de démarrage.

Par ailleurs, l'approvisionnement du pays en produits pétroliers a été assurée régulièrement et de façon satisfaisante par la Société Mauritanienne de Commercialisation des Produits Pétroliers (SMCPP). Pour faire face à une demande croissante émanant notamment du secteur industriel et des secteurs des transports et de la pêche, la SMCPP a dû accroître ses importations de carburants et de lubrifiants qui sont passées, d'une année à l'autre, de 126 à 152 mille tonnes, soit une progression de près de 21 %. Cette augmentation a intéressé surtout le gaz-oil et l'essence.

Pour le gaz butane, les importations ont atteint 3,2 mille tonnes contre 2,7 mille tonnes en 1985, enregistrant ainsi une augmentation de 19%. Sa

distribution a été assurée de façon satisfaisante sur le marché ou l'on a plus pratiquement enregistré de pénurie.

Avec la pénétration de plus en plus étendue du gaz butane dans les habitudes de consommation de la population, les importations et la demande de gaz vont connaître dans l'avenir un développement rapide. Le centre enfuteur de Nouakchott dont l'ouverture est prévue au courant du second trimestre de 1987 facilitera grandement la disponibilité et la distribution de cette énergie sur le marché.

IMPORTATIONS ET COMMERCIALISATION DE PRODUITS ENERGITIQUES PAR LA SMCPP
(en tonnes sauf indications contraires)

LIBELLES	IMPORTATIONS			VENTES		
	1985	1986	VAR. EN %	1985	1986	VAR. EN %
Carburants	125.575	151.390	+20,6	131.221	155.226	+18,3
Lubrifiants	486	549	+13,0	645	507	-21,4
Gaz Butane	2.694	3.206	+19,0	2.625	3.173	+20,9
Total	128.755	155.145	+20,5	134.491	158.906	+18,2

Source : SMCPP.

CHAPITRE IV

LES SERVICES NON - ADMINISTRATIFS

L'affermissement de la croissance économique dans la plupart des secteurs productifs a permis de relancer l'activité dans les secteurs des services non-administratifs. Ces derniers ont enregistré une croissance, en termes réels, de 3,7% en 1985 et leur contribution dans la formation du PIB s'est maintenue à près de 23%. Cette accélération a intéressé notamment les transports et le commerce.

I - LES TRANSPORTS

Alors que le transport terrestre et le trafic maritime avaient enregistré une intensification de leur rythme d'activité, le trafic aérien, a par contre, accusé un léger fléchissement lié à la regression du trafic assuré par la compagnie nationale "Air-Mauritanie".

Les investissements d'infrastructure réalisés dans le secteur des transports ont totalisé près de 2,7 milliards d'ouguiyas dont 1,4 milliards d'ouguiyas ont concerné des projets nouveaux. Cette enveloppe a représenté près de 21% du total des investissements publics et a servi notamment à la réhabilitation de l'infrastructure routière et à l'achèvement du port en eau profonde de Nouakchott.

A- LE TRANSPORT ROUTIER

Le transport routier est assuré par un parc de près de 12 mille véhicules dont 10% sont constitués de véhicules lourds destinés au transport public de personnes ou de marchandises. Le renforcement de ce parc a été induit par la reprise de la croissance dans la plupart des secteurs productifs et surtout par le développement du secteur du commerce et l'élargissement de son réseau de distribution.

Sur le plan de l'infrastructure routière, les investissements réalisés en 1986 se sont élevés à 1260 millions d'ouguiyas, ce qui correspond à 29% du total des investissements d'infrastructure et à 10% de l'enveloppe globale des investissements publics. Les investissements réalisés en 1986 ont concerné la réhabilitation des routes nationales Nouakchott-Rosso et Nouakchott-Akjoujt, le renforcement et le désensablement d'une grande partie du réseau routier ainsi que l'endiguement de la rive droite du Fleuve Sénégal.

Par ailleurs, depuis la suppression du monopole de la Société de Transport Public de Nouakchott (STPN) sur le transport urbain des personnes à la capitale, ce dernier a connu un renforcement substantiel de son parc roulant qui est composé actuellement de 9 bus, 82 minibus et 350 taxis.

La coexistence des secteurs public et privé dans le domaine du transport urbain a permis de satisfaire dans de meilleures conditions une demande globale de plus en plus accrue et de desservir pratiquement toutes les zones grâce aux minibus nouvellement acquis et plus adaptés à la circulation sur les axes non bitumés de la banlieue. L'acuité du problème de transport de personnes dans la capitale s'est trouvée ainsi grandement réduite.

La STPN qui disposait de 19 bus dont neuf sont en circulation à Nouakchott a renforcé son parc roulant par l'acquisition de 6 nouveaux bus. Cependant le nombre de passagers qu'elle a transportés dans la région de Nouakchott s'est inscrit en baisse revenant de 5,5 à 4,8 millions de personnes respectivement en 1985 et 1986. Ce recul s'explique essentiellement par la concurrence accrue menée par le secteur privé. Il est à noter qu'à cet égard les autorités compétentes ont défini un plan de circulation dans la capitale assurant à la STPN un monopole de facto de transport de personnes sur certains axes routiers de la ville.

Sur le plan du transport interurbain, la STPN a renforcé son action sur les axes traditionnels, ce qui lui a permis d'atténuer la sous-exploitation de son parc destiné au transport de personnes dans la capitale.

Dans le domaine du transport de marchandises la SONIMEX continue à assurer de façon satisfaisante l'approvisionnement du pays en produits de première nécessité. La Fédération des transports a participé, également, activement aussi bien dans le transport de personnes que celui des marchandises.

B- LE TRANSPORT MARITIME

Le Port Autonome de Nouadhibou (PAN) et le Wharf de Nouakchott ont accueilli, en 1986 , 3590 navires avec une jauge brute de 1,2 millions de tonnes contre 3400 navires et 1,3 millions de tonnes en 1985.

TRAFIC MARITIME

	1985			1986		
	PAN	WHARF	TOTAL	PAN	WHARF	TOTAL
Mouvements des navires						
(en unités)	3253	147	3400	3425	165	3590
Exportations (en 1000t)	364,1	8,4	372,5	385,5	17,2	402,7
Produits de la pêche	357,2	-	357,2	382,7	-	382,7
Autres produits	6,9	8,4	15,3	2,8	17,2	20,0
Importations (en 1000t)	105,8	353,3	459,1	110,2	359,1	469,3
Produits alimentaires	31,8	219,6	251,4	20,5	201,6	222,1
Matériaux de construction	15,5	84,8	100,3	17,5	105,7	123,2
Autres produits	58,5	48,9	107,4	72,2	51,8	124,0

Si à l'exportation les deux ports nationaux ont enregistré une intensification du niveau de leur activité, à l'importation ils ont accusé en revanche une certaine stagnation.

Le volume global des marchandises embarquées à partir de ces deux ports a atteint 403 mille tonnes contre 373 mille tonnes en 1985, soit une augmentation de 8%. Les exportations des produits de la pêche enregistrées à partir du port autonome de Nouadhibou ont totalisé 383 mille tonnes contre 357 mille tonnes une année auparavant. Les autres produits expédiés, notamment le platre, les cuirs et les peaux sont passées, d'une année à l'autre, de 15 à 20 mille tonnes.

Quant aux marchandises débarquées, elles ont totalisé 469 mille tonnes contre 459 mille tonnes en 1985. Cette légère augmentation cache des évolutions divergentes. En effet, les importations de céréales et dérivés ont fortement baissé (- 40 mille tonnes) en raison de l'existence de stocks importants à la fin de 1985 et surtout en raison des résultats positifs enregistrés au niveau de la production agricole locale. En revanche, les importations de sucre, de matériaux de construction et de matériel de transport ont enregistré une progression substantielle, soit respectivement 15, 23 et 9 mille tonnes. Les autres catégories de biens débarqués sont restées pratiquement au même niveau que l'année dernière.

Par ailleurs, les expéditions de minerai de fer à partir du port minéralier de Nouadhibou sont revenues, d'une année à l'autre, de 9333 à 8929 mille tonnes et ce, en raison des difficultés d'écoulement rencontrées par la Société Nationale des Industries Minières (S.N.I.M) liées au recul de la demande et à la concurrence étrangère de plus en plus ardue.

Achévé en 1986, le port en eau profonde de Nouakchott permettra d'insufler un nouvel élan au développement de l'activité maritime tant sur le plan qualitatif que sur le plan quantitatif notamment en mettant fin au détournement du trafic par Dakar et en assurant le transit des marchandises vers certains pays voisins.

C- TRANSPORT AERIEN

Le net regain d'activité qu'avait connu le trafic aérien en 1985 s'est ralenti en 1986. Le nombre total d'avions enregistrés à l'arrivée et au

départ des deux principaux aéroports nationaux, en l'occurrence celui de Noukchott et celui de Nouadhibou, s'est inscrit en baisse revenant, d'une année à l'autre, de 14.443 à 12.938 unités. Cette diminution n'a concerné que les vols non commerciaux; les vols commerciaux ont, en revanche, enregistré une fréquence plus importante pour atteindre 6.867 vols contre 6.070 vols en 1985. Cette augmentation substantielle contraste avec la progression timide du nombre des passagers transportés. En effet, le nombre des passagers enregistrés à l'arrivée et au départ n'a augmenté que de 15% tandis que celui des passagers en transit direct a accusé une baisse de 12,4%. Au total, le trafic passager s'est accru de 1,6% pour atteindre 333 mille personnes contre 328 mille personnes en 1985 et 294 mille personnes en 1984.

Contrairement au trafic passager, le fret aérien a enregistré une importante augmentation passant de 2,7 à 3,5 mille tonnes respectivement en 1985 et 1986.

Par ailleurs, les performances réalisées, en 1985, par la compagnie nationale "Air-Mauritanie" se sont légèrement tassées en 1986 à cause des difficultés de maintenance des deux appareils Fokker-28 acquis en 1984 et dont l'exploitation se fait dans des conditions climatiques particulièrement défavorables

Cependant, en dépit des pannes fréquentes des moteurs des avions, le trafic assuré par Air Mauritanie a été effectué de manière quasi-régulière, avec en plus une amélioration de la qualité du service à bord. Le nombre de passagers transportés n'a que légèrement baissé revenant de 139 à 132 mille personnes respectivement en 1985 et 1986. Cette diminution s'explique par la suppression au cours de l'année de la ligne sur LAS-PALMAS pour pouvoir maintenir certaines lignes intérieures qui sont, il faut le souligner, en partie déficitaires.

Les perspectives de développement et de modernisation de la flotte d'Air-Mauritanie qui vient d'acquérir deux petits avions taxi sont particulièrement favorables. C'est grâce à ces avions taxi que la Compagnie Nationale voudrait exploiter un nouveau créneau particulièrement rentable du

fait de l'accroissement d'une forte demande d'affrètement par les hommes d'affaires de ces petits avions sur Nouadhibou et Las-Palmas.

	1985			1986		
	NKTT	NDB	TOTAL	NKTT	NDB	TOTAL
MOUVEMENTS D'AVIONS						
(en unités)	10.830	3.613	14.443	9.450	3.488	12.938
Vols commerciaux	3.821	2.249	6.070	4.227	2.640	6.867
Autres vols	7.009	1.364	8.373	5.223	848	6.071
TRAFIC PASSAGER						
(en unités)	217.513	109.938	327.501	217.255	115.507	332.762
Arrivées	90.829	37.833	128.662	96.843	41.865	138.708
Départs	90.405	43.925	134.330	92.904	44.655	137.559
Transit	36.279	28.230	64.509	27.508	28.987	56.495
FRETS ET POSTES						
(en tonnes)	1.862	827	2.689	2.476	1.040	3.516
Arrivées	1.495	371	1.866	1.964	517	2.481
Départs	367	456	823	512	523	1.035

Source : ASECNA

II - LE COMMERCE INTERIEUR

A la faveur des gains sensibles au niveau de la production dans les secteurs de l'agriculture, l'élevage et l'industrie, l'activité du commerce, appuyée par l'évolution favorable du secteur des transports, a progressé à un rythme supérieur à celui de l'année dernière.

L'approvisionnement du marché en produits de grande consommation a été régulier et les pénuries passagères enregistrés, au cours de l'année précédente, pour certaines denrées ont été totalement enrayées. En outre, pour

empêcher la constitution de circuits parallèles, présumés pour certains produits comme l'huile et la farine, le volume des importations a été ajusté aux besoins réels du pays afin d'éviter tout excédent pouvant être réexporté illicitement.

Par ailleurs, pour lutter contre les fraudes et les hausses illicites des prix les services de contrôle des prix, créés en 1985, ont menées des actions de contrôle quasi-permanente dans tous les centres urbains. Toutefois, en dépit de la multiplication de ces contrôles, un faible taux de fraude est relevé. Ces fraudes , faut-il le remarquer, restent limitées pratiquement aux seuls tabacs.

CHAPITRE V

LES PRIX

La politique de libération progressive des prix décidée par les pouvoirs publics, en décembre 1985, par l'abandon partiel du régime de l'homologation et l'adoption, soit du système du réajustement automatique des prix, soit du régime du maxima de majoration, a été poursuivie avec rigueur en 1986. Cependant, la hausse des prix à la consommation -base 100 en juillet 1985- n'a augmenté, en terme de glissement annuel, que de 8,9% contre 12% une année auparavant. L'ancien indice à la consommation -base 100 en mai 1981- n'a progressé, quant à lui, que de 6,7% .

Plusieurs facteurs ont concouru à la maîtrise de l'augmentation des prix. Il s'agit particulièrement de la limitation des relèvements des salaires, du renforcement de la politiques restrictive du crédit bancaire et de la consolidation du contrôle économique. Dans le même sens, le net recul de l'inflation dans le monde associé à la chute de la monnaie américaine ont contribué à limiter l'inflation importée.

Par groupe de produits, la hausse des prix a touché les produits alimentaires et les groupes "habitation" et "habillement".

L'indice des prix du groupe "alimentation" a progressé de 12,3% ce qui a représenté près de 60% de l'augmentation de l'indice global. A l'intérieur de ce groupe, la hausse des prix a été plus marquée pour les viandes, les légumes, le lait et les matières grasses qui ont évolué respectivement de 34%, 22,5% et 5,1%. Quant aux prix des produits céréaliers, ils se sont, dans leur ensemble, pratiquement maintenus au même niveau observé en 1985, année au cours de laquelle les majorations ont varié entre 12% et 50% selon le type de céréales.

Pour le groupe "habitation", l'indice des prix a augmenté de 5,2%, ce qui a représenté 15% environ de l'accroissement de l'indice global. Les prix des matériaux de construction ont progressé de 2,2% et ceux de l'énergie de

15,2% à la suite notamment de la majoration intervenue pour les tarifs de l'électricité et de l'eau. les prix des produits pétroliers ont fléchi de 1,5% à 19% en fonction de la nature des produits.

En ce qui concerne le groupe "habillement", l'augmentation de 8% de son indice n'a touché que les produits textiles dont les prix ont progressé de 17%. En revanche, les prix des chaussures se sont repliés de 13% du fait de l'accroissement de la production locale.

Enfin, s'agissant de l'indice des prix du groupe "divers" constitué notamment par la "santé", l'"hygiène" la "domesticité" et les "communications", il a enregistré un léger repli de 1%.

EVOLUTION DE L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION MAURITANIEUNE

(base 100 = juillet 1985)

GROUPES DE PDTS	ALIMENTAT.	HABILLEMENT	HABITATION	DIVERS	INDICE GENERAL
PONDERATIONS	52.0	14.6	25.3	8.1	100.0
1985					
JUILLET	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
AOUT	103.2	100.6	101.7	100.1	102.2
SEPTEMBRE	104.3	102.3	104.9	100.1	103.5
OCTOBRE	104.7	105.8	102.0	99.8	103.7
NOVEMBRE	103.0	106.6	103.5	99.6	103.4
DECEMBRE	102.4	109.2	102.2	101.0	103.2
1986					
JANVIER	103.9	107.6	102.5	101.5	103.9
FEBRIER	102.5	108.0	104.8	100.6	103.7
MARS	104.4	107.6	103.2	102.2	104.3
AVRIL	103.4	113.7	104.7	102.5	105.2
MAI	108.2	112.6	105.4	101.4	107.6
JUIN	106.1	115.8	101.9	101.3	106.1
JUILLET	107.7	116.1	100.9	102.0	106.8
AOUT	110.0	117.5	101.6	101.6	108.3
SEPTEMBRE	112.7	117.2	99.8	102.5	109.3
OCTOBRE	114.0	111.4	103.0	101.2	109.0
NOVEMBRE	115.7	113.2	106.0	100.5	111.7
DECEMBRE	115.0	117.6	107.6	99.9	112.4

Source: Direction de la statistique et de la comptabilité nationale

CHAPITRE VI**LES FINANCES PUBLIQUES**

La tendance à l'amélioration des finances publiques constatée en 1985 s'est confirmée en 1986. C'est ainsi que pour la première fois depuis une décennie, le solde des opérations du Trésor sur la base des engagements est revenu à la position excédentaire. Dans le même temps le déficit du budget consolidé, sur la base des engagements également, a été réduit de 40%.

ETAT RECAPITULATIF DES OPERATIONS FINANCIERES CONSOLIDEES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

(en millions d'ouguiyas sauf indications contraires)

	1983	1984	1985	1986	Variations en %	
					1985/84	1986/85
I - RECETTES TOTALES	12663	16566	18781	19876	+13,4	+ 5,8
1-Recettes budgétaires	8935	10296	12301	13781	+19,5	+11,3
2-Dons	3262	5341	5737	4915	+ 7,4	-14,3
Dons budgétaires	160	63	61	-	- 3,2	-100,0
Dons extra-budgétaires	3102	5278	5676	4915	- 7,5	-13,4
3-Comptes spéciaux	466	929	743	698	-20,0	- 6,1
4-Autres comptes	-	-	-	568	-	-
II - DEPENSES TOTALES	19583	21593	21235	21361	- 1,7	+ 0,6
1-Dépenses de fonction.	12137	12751	14820	14655	+16,2	- 1,1
Budgétaires	10294	10463	11641	12770	+11,3	+ 9,7
Extra-budgétaires	1843	2288	3179	1885	+38,9	-40,7
2-Dépenses d'investiss.	6862	7771	5552	5808	-28,6	+ 4,6
Budgétaires	704	583	706	658	+21,1	- 6,8
Extra-budgétaires	6158	7188	4846	5150	-32,6	+ 6,3
3-Comptes spéciaux	466	929	687	698	-26,0	+ 1,6
4-Participations et prêts nets	118	142	176	200	+23,9	+13,6
SOLDE (I - II) (base engagts)	-6920	-5027	-2454	-1485	+51,2	+39,5
III - VARIATIONS DES ARRIERES	449	649	-6887	-	+44,5	-
1-Arriérés extérieurs	273	514	-6187	-	+88,3	-
2-Arriérés intérieurs	176	135	- 700	-	-23,3	-
SOLDE GLOBAL (I+II+III) (base encaissements/décaissements)	-6471	-4378	-9341	-1485	-113,4	+84,1

Cette performance a été obtenue grâce au renforcement des mesures d'austérité et de rigueur engagées dès le début de 1985 ainsi qu'à l'introduction de nouveaux aménagements fiscaux et à l'intensification des actions de recouvrement des impôts et taxes tant des arriérés que des échéances courantes.

En s'élevant à 14.961 millions d'ouguiyas en 1986, les recettes courantes du Trésor ont progressé de 14,2% ou 1859 millions d'ouguiyas par rapport à 1985. Quant aux dépenses courantes, elles ont atteint 14.326 millions d'ouguiyas, soit une augmentation de 8,4% ou 1116 millions d'ouguiyas. Il en est résulté un excédent de 635 millions d'ouguiyas correspondant à 1,1% du PIB contre une proportion de (-) 0,2% en 1985 et (-) 4,4% en 1984.

EVOLUTION DES PRINCIPAUX INDICATEURS DES FINANCES PUBLIQUES
(En millions d'ouguiyas sauf indications contraires)

LIBELLES	1983	1984	1985	1986
A-RECETTES TOTALES	12663	16566	18781	19876
A1-Recettes courantes du Trésor	9561	11288	13105	14961
A2-Autres recettes (extra-budget.)	3102	5278	5676	4915
B-DEPENSES TOTALES	19583	21593	21235	21361
B1-Dépenses courantes du Trésor	11582	12117	13210	14326
B2-Autres dépenses (extra-budget.)	8001	9476	8025	7035
C-SOLDE DES OPERATIONS DU TRESOR SUR LA BASE DES ENGAGEMENTS (A1-B1)	-2021	- 829	- 105	+ 635
En % du PIB	4,70	1,80	0,2	1,07
D-SOLDE DES OPERATIONS FINANCIERES CONSOLIDEES DES ADM. PUBLIQUES SUR LA BASE DES ENGAGEMENTS (A-B)	-6920	-5027	-2454	-1485
En % du PIB	16,09	10,91	4,61	2,50
E-VARIATIONS GLOBALES DES ARRIERES	449	649	-6887	-
F-SOLDE DES OPERATIONS DU TRESOR SUR LA BASE DES ENCAISSEMENTS ET DECAISSEMENTS (C + B)	-1572	- 180	-6992	-1485
En % du PIB	3,65	0,39	13,14	2,50
G-SOLDE GLOBAL	-6471	-4378	-9341	-1485
En % du PIB	15,04	9,50	17,55	2,50

Quant au Budget consolidé, il a dégagé sur la base des engagements un déficit de 1485 millions d'ouguiyas, soit 2,5% du PIB contre un déficit de 2454 millions d'ouguiyas en 1985 et 5027 millions d'ouguiyas en 1984, ce qui avait représenté respectivement 4,6% et 10,9% du PIB. La situation consolidée intégrant les variations des arriérés de paiements de la dette publique intérieure et extérieure s'est soldée par un déficit global de 1485 millions d'ouguiyas contre 9341 et 4378 millions d'ouguiyas respectivement en 1985 et 1984.

I - LES RECETTES GLOBALES

En s'élevant à 19876 millions d'ouguiyas, les recettes globales ont augmenté de 5,8 % contre 13,4 % en 1985. Ce fléchissement est imputable en grande partie à la diminution des dons extérieurs et en particulier de l'aide alimentaire. Il s'explique également par le ralentissement du rythme de progression des recettes budgétaires, fiscales notamment.

A - LES RECETTES DU TRESOR

1 - Les recettes fiscales

Hormis les impôts directs qui ont augmenté à un taux nettement supérieur à celui enregistré en 1985 grâce au relèvement des taux de l'impôt minimum forfaitaire (IMF) et de l'impôt sur les traitements et salaires (ITS), les autres catégories de recettes fiscales ont accusé, dans l'ensemble, un fléchissement dans leur rythme de progression.

De 10856 millions d'ouguiyas en 1985, les recettes fiscales sont passées à 11907 millions d'ouguiyas alors que les prévisions tablaient sur 12982 millions d'ouguiyas, soit un écart de plus d'un milliard d'ouguiyas. Cette moins-value est imputable aux insuffisances constatées notamment au niveau des redevances minières et des taxes sur les biens et services.

OPERATIONS DU TRESOR : LES RECETTES

(En millions d'ouguiyas sauf indications contraires)

	1983	1984	1985	1986	VARIATIONS EN %	
					1985/84	1986/85
I-RECETTES FISCALES	7876	8543	10856	11907	+27,1	+ 9,7
1. Impôts sur les revenus et les bénéfices	2475	2620	2951	4079	+12,6	+38,2
dont : ITS	1298	1563	1698	1986	+ 8,6	+17,0
IBIC	882	843	930	1808	+10,3	+94,4
2. Impôts fonciers et drts d'enregistrement	148	145	121	167	-16,6	+38,0
3. Taxes sur les biens et services	1078	1796	2027	1836	+12,9	- 6,5
dont: TCA et TPS	299	313	337	383	+ 7,7	+13,6
Taxes s/produits pétroliers	391	415	664	469	+60,0	-29,4
Droits de consomm.	333	982	942	991	- 3,4	+ 4,4
4. Redevances minières	207	459	722	314	+57,3	-56,5
5. Taxes sur le comm. intern.	3930	3484	4982	5372	+43,0	+ 7,8
Taxes à l'importation	2870	2426	3132	3170	+29,1	+ 1,2
Taxes à l'exportation	1060	1058	1850	2202	+74,9	+19,0
6. Autres recettes fiscales	38	39	53	79	+35,9	+49,1
II-RECETTES NON FISCALES	955	1539	1258	1646	-18,3	+30,8
1. Redevances de pêche et amendes	316	464	500	476	+ 7,8	- 5,0
2. Revenus des entrep. publi.	458	695	409	694	-41,2	+69,7
3. Autres recettes n.fisc.	181	380	349	476	- 8,2	+36,4
III-RECETTES EN CAPITAL	104	214	187	142	-12,6	-24,1
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	8935	10296	12301	13695	+19,5	+11,3
V-DONS BUDGETAIRES	160	63	61	-	- 3,2	-100,0
VI-COMPTES SPECIAUX	466	929	743	1266	-20,0	+70,4
TOTAL GENERAL	9561	11288	13105	14961	+16,1	+14,2

Les aménagements de l'imposition directe introduite en 1986, ont permis d'accroître de façon substantielle les impôts directs. Ces derniers ont augmenté au taux élevé de 38,2 % contre 12,6 % en 1985 pour atteindre 4.079 millions d'ouguiyas. Leur part dans le total des recettes fiscales est passée de 27,2 % à 34,3 % respectivement en 1985 et 1986.

L'insuffisance et l'inadéquation du système de collecte de l'impôt général sur les revenus (IGR) ont justifié le relèvement du taux de l'impôt minimum forfaitaire (IMF) de 1 à 4 %. Il en est résulté un quasi-doublément des recettes au titre de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux qui sont passées de 930 à 1808 millions d'ouguiyas respectivement en 1985 et 1986. Dans le même intervalle, les entrées fiscales provenant de l'impôt général sur les revenus sont revenues de 225 à 179 millions d'ouguiyas.

A la faveur d'une meilleure saisie de l'assiette imposable, d'une réaction positive des employeurs et surtout grâce au relèvement du taux d'imposition, les recettes au titre de l'impôt sur les traitements et salaires (ITS) ont progressé au taux élevé de 17 % pour atteindre 1986 millions d'ouguiyas contre 1698 millions d'ouguiyas en 1985. Toutefois, leur part dans le total des impôts sur les revenus et les bénéfices s'est inscrite en baisse de près de 9 points de pourcentage au profit de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (IBIC).

Les recouvrements au titre des impôts indirects ont accusé une diminution de près de 2 % par rapport à l'année dernière et une moins-value de plus d'un milliard en comparaison avec les prévisions. Cette contraction est imputable à la baisse des recettes au titre de la taxe sur les produits pétroliers et surtout à la baisse des redevances acquittées par la Société Nationale des Industries Minières (SNIM).

De 722 millions d'ouguiyas en 1985, les redevances acquittées par cette dernière n'ont atteint que 314 millions d'ouguiyas en 1986, alors que les prévisions tablaient sur un milliard d'ouguiyas. Cette situation est inhérente aux difficultés financières rencontrées par la SNIM à la suite notamment du recul des expéditions du minerai de fer et la dépréciation du dollar américain.

Les recettes liées aux transactions internationales ont atteint 5372 millions d'ouguiyas contre 4982 millions d'ouguiyas, soit une augmentation de 390 millions d'ouguiyas ou 7,8 %. Cependant, si les droits et taxes liés aux

exportations ont continué à progresser à un taux élevé, ceux liés aux importations n'ont que très peu évolué par rapport à leur niveau enregistré en 1985.

La baisse des importations et la révision du système d'imposition pour certains produits importés ont entraîné une quasi-stabilité des recettes au titre des droits et taxes à l'importation.

A la faveur de l'accroissement des expéditions des produits de la pêche tant en valeur qu'en volume, les recouvrements réalisés au titre des taxes à l'exportation ont continué à croître à un taux élevé pour atteindre 2202 millions d'ouguiyas contre 1850 millions d'ouguiyas une année auparavant. Cette performance aurait pu être plus appréciable n'eut été la dépréciation du dollar américain principale monnaie de facturation des exportations des produits de la pêche.

Quant aux recettes au titre des taxes sur les biens et services, elles se sont inscrites en baisse de 131 millions d'ouguiyas pour revenir, d'une année à l'autre, de 2027 à 1896 millions d'ouguiyas.

EVOLUTION DE LA PRESSION FISCALE

(En millions d'ouguiyas sauf indication contraire)

LIBELLES	1984	1985	1985	1986
RECETTES FISCALES	7.857	8.543	10.856	11.907
Impôts directs	2.475	2.620	2.951	4.079
Impôts indirects	5.215	5.739	7.731	7.582
Autres recettes fiscales	186	184	174	246
P.I.B AUX PRIX COURANTS ET AUX COUTS DES FACTEURS	38.264	40.598	46.017	52.260
P.I.B AUX PRIX COURANTS ET AUX PRIX DU MARCHE	43.014	46.068	53.230	59.423
PRESSION FISCALE DIRECTE (En %) (renvoi 1)	6,5	6,5	6,4	7,8
PRESSION FISCALE BUDGETAIRE (En%) (renvoi 2)	18,3	18,5	20,4	20,0

(1) Rapport entre les impôts directs et le P.I.B aux prix courants et aux couts des facteurs

(2) Rapport entre le total des recettes fiscales et le P.I.B aux prix courants et aux prix du marché

S'agissant de la pression fiscale budgétaire, elle a accusé une légère diminution par rapport à 1985 revenant de 20,4 % à 20 %. Il est à noter, toutefois, que la pression fiscale directe a légèrement augmenté de 1,4 point de pourcentage passant, de 6,4 % à 7,8 % respectivement en 1985 et 1986 à la suite des relèvements des taux de l'impôt minimum forfaitaire et l'impôt sur les traitements et salaires.

2 - Les recettes non fiscales :

En s'élevant à 1646 millions d'ouguiyas, les recettes non fiscales ont progressé de 388 millions d'ouguiyas ou 30,8 % alors qu'elles avaient diminué de 281 millions d'ouguiyas ou (-) 18,3 % en 1985.

Cette performance est imputable à hauteur de 285 millions d'ouguiyas aux versements par certaines entreprises publiques de la part de leurs bénéfices ou plus-values revenant à l'Etat. Ces versements ont totalisé 694 millions d'ouguiyas contre 409 millions d'ouguiyas l'année précédente.

Après une stabilité relative l'année passée, les redevances et amendes liées à l'activité de la pêche ont accusé une baisse de 24 millions d'ouguiyas pour s'établir à 476 millions d'ouguiyas. Toutefois, elles ont dégagé une plus-value de près de 36 millions d'ouguiyas par rapport aux prévisions qui tablaient sur des recettes de 440 millions d'ouguiyas.

B - LES RECETTES EXTRA-BUDGETAIRES

De 5676 millions d'ouguiyas en 1985, les recettes extra-budgétaires sont revenues à 4915 millions d'ouguiyas, soit une baisse de 761 millions d'ouguiyas ou (-) 13,4 %. Cette diminution a touché exclusivement les dons en nature qui sont revenus, d'une année à l'autre, de 1756 millions d'ouguiyas à seulement 270 millions d'ouguiyas. En conséquence, leur part dans le total des recettes extra-budgétaires a chuté de 30,9 % à 5,5 % respectivement en 1985 et 1986. Les autres recettes, notamment celles liées aux projets ont augmenté de près de 725 millions d'ouguiyas alors qu'elles avaient diminué de 188 millions d'ouguiyas en 1985.

EVOLUTION DES RECETTES EXTRA-BUDGETAIRES

(En millions d'ouguiyas sauf indication contraire)

LIBELLES					VARIATIONS EN %	
	1983	1984	1985	1985	-----	
					1985/84	1986/85
Recettes en nature	554	1170	1756	270	+ 50,1	- 84,6
Recettes liées à des projets	1259	2990	2497	3030	- 16,5	+ 21,3
Autres recettes	1289	1118	1423	1615	+ 27,3	+ 13,5
TOTAL	3102	5278	5676	4915	+ 7,5	- 13,4

II-LES DEPENSES DE L'ETAT

Rompant avec les habitudes des années soixante-dix et le début des années quatre-vingt, les pouvoirs publics ont mis en oeuvre, dès l'année 1985, un train de mesures visant la compression des dépenses publiques en particulier et l'assainissement progressif des finances publiques en général. Ainsi, la politique d'austérité et de rigueur entreprise avec la mise en place du Plan de Redressement Economique et Financier en 1985, a été poursuivie et renforcée en 1986. Aussi, a-t-on enregistré un ralentissement général des dépenses publiques qui se sont établies, dans l'ensemble, en deça des prévisions.

A-LES DEPENSES DU TRESOR

Évaluées sur la base des engagements, les dépenses du trésor ont atteint 14.326 millions d'ouguiyas contre 13.210 millions d'ouguiyas en 1985. Leur taux de progression est revenu, d'une année à l'autre, de 9 % à 8,4 % alors que les prévisions tablaient sur un taux d'accroissement de 10 %. Cette performance est imputable au ralentissement du rythme de progression des

dépenses de fonctionnement, notamment celles liées aux traitements et salaires et aux dépenses militaires. Les dépenses d'investissement et autres dépenses en capital sont restées pratiquement stables par rapport à leur niveau enregistré en 1985

LES OPERATIONS DU TRESOR: LES DEPENSES

(En millions d'ouguiyas sauf indication contraire)

LIBELLES	1983	1984	1985	1986	VARIATIONS EN %	
					1985/84	1986/85
I-DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	12294	10463	11641	12770	+11,3	+ 9,7
1. Traitements et salaires	3119	3300	3636	3894	+10,2	+ 7,1
2. Matériel, entretien et fournitures	1377	1269	1371	1485	+ 8,0	+ 8,3
3. Dépenses militaires	3122	3128	3165	3158	+ 1,2	- 0,2
4. Subventions et transferts	1421	1503	1534	1485	+ 2,1	- 3,2
5. Intérêts sur la dette publique	903	994	1554	2280	+56,3	+46,7
6. Dépenses générales	352	260	381	468	+41,6	+22,8
II-DEPENSES D'INVESTISSEMENT	704	583	706	658	+21,1	- 6,8
TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES	10998	11046	12347	13428	+11,8	+ 9,8
III- COMPTES SPECIAUX	446	929	687	698	-26,0	+ 1,6
IV- PARTICIPAT.ET PRETS NETS	118	142	176	200	+23,9	+13,6

1-Les dépenses de fonctionnement

En atteignant 12770 millions d'ouguiyas, les dépenses de fonctionnement ont enregistré un ralentissement dans leur rythme de progression qui s'est replié de 11,3% à 9,7% respectivement en 1985 et 1986. Si l'on exclue les

règlements effectués au titre de la dette publique extérieure, les autres dépenses de fonctionnement n'auraient augmenté que de 4% seulement contre 6,5% une année auparavant.

Les dépenses au titre des traitements et salaires ont atteint 3894 millions d'ouguiyas contre 3636 millions d'ouguiyas en 1985, progressant ainsi de 7,1 % conformément à l'objectif du programme économique et financier arrêté pour la période sous-revue. Il est à noter, toutefois, que la répartition de ces dépenses par département fait ressortir des dépassements au niveau des secteurs de l'éducation nationale et de la santé publique.

Alors que le programme tablait sur un montant de 1590 millions d'ouguiyas, les dépenses de matériel, entretien et fournitures n'ont atteint que 1485 millions d'ouguiyas, soit un accroissement de 114 millions d'ouguiyas ou 8,3% par rapport au niveau enregistré en 1985.

Quant aux dépenses militaires, elles se sont établies à un niveau légèrement inférieur à celui de l'année précédente, soit respectivement 3185 millions d'ouguiyas et 3165 millions d'ouguiyas.

dans le même sens, les transferts et subventions se sont inscrits en légère baisse revenant, d'une année à l'autre, de 1534 à 1485 millions d'ouguiyas. Cette diminution traduit la volonté des pouvoirs publics de réduire progressivement les subventions accordées aux entreprises publiques pour lesquelles, d'ailleurs, un programme de réhabilitation et d'assainissement de leur structure financière a été mis en place avec le concours de la Banque Mondiale.

A l'inverse, les dépenses générales relatives à la consommation d'eau, d'électricité et de téléphone se sont accrues au taux élevé de 22,8% passant de 381 millions d'ouguiyas à 468 millions et ce, en raison notamment des relèvements des tarifs pratiqués par la Société Nationale de l'Eau et de l'Electricité (SONELEC).

S'agissant particulièrement des paiements des intérêts au titre de la dette publique extérieure, ils se sont élevés à 2 280 millions d'ouguiyas contre 1 554 millions d'ouguiyas en 1985, soit une augmentation de 716 millions d'ouguiyas ou 46,7% . Cette forte augmentation traduit, il est vrai, l'allourdissement des charges d'intérêt de la dette publique extérieure. Elle traduit également la volonté des pouvoirs publics de sauvegarder la crédibilité du pays vis-à-vis des bailleurs de fonds étrangers et ce, après avoir éliminé, en 1985, tous les arriérés accumulés.

2-Les dépenses d'investissement et de capital

Les dépenses d'investissement et les autres opérations en capital budgétisées se sont établies à un niveau légèrement inférieur à celui de l'année précédente, soit respectivement 1556 millions d'ouguiyas contre 1569 millions d'ouguiyas.

B-LES DEPENSES EXTRA-BUDGETAIRES

Pour la deuxième année consécutive, les dépenses extra-budgétaires se sont inscrites en forte diminution revenant de 9476 millions d'ouguiyas en 1984 à 8025 millions d'ouguiyas en 1985 puis à 7035 millions d'ouguiyas en 1986. Toutefois, si en 1986, les dépenses de fonctionnement ont beaucoup diminué, les dépenses d'investissement ont, en revanche, augmenté de près de 300 millions d'ouguiyas.

EVOLUTION DES DEPENSES EXTRA-BUDGETAIRES

(En millions d'ouguiyas sauf indication contraire)

LIBELLES	1983	1984	1985	1986	VARIATIONS EN %	
					1985/84	1986/85
Dépenses de fonctionnement	1843	2288	3179	1885	+38,9	-40,7
Dépenses d'investissement	6158	7188	8446	5150	-32,6	+ 6,3
Total	8001	9476	8025	7035	-15,3	-12,3

En tout état de cause, les dépenses d'investissement budgétisées et extra-budgétaires se sont inscrites, dans leur ensemble, en conformité avec le programme arrêté pour l'année 1986 en particulier ainsi qu'avec le programme pluri-annuel d'investissement public, en général, projeté dans le cadre du Plan de Redressement Economique et Financier pour la période 1985-1988.

III-FINANCEMENT DU DEFICIT

Certes, la situation globale des finances publiques a été marquée, en 1986, par une amélioration sensible. Les opérations du Trésor sur la base des engagements ont dégagé, pour la première fois, depuis dix ans un excédent de 635 millions d'ouguiyas contre des déficits de 105 millions d'ouguiyas en 1985 et 829 millions d'ouguiyas en 1984.

Cependant, le budget consolidé de l'Etat sur la base des encaissements et des décaissements -c'est-à-dire en tenant compte des remboursements de la dette extérieure et des variations des arriérés de paiements - s'est soldé par un déficit de 1485 millions d'ouguiyas, déficit qui reste de loin nettement inférieur à celui enregistré en 1985.

Cette réduction sensible du déficit s'est traduite par un recours moins accru de l'Etat à de nouveaux emprunts extérieurs qui n'ont totalisé que 2120 millions d'ouguiyas contre 2351 millions d'ouguiyas en 1985 et 4585 millions d'ouguiyas en 1984. Toutefois, les ressources d'emprunts nettes des remboursements en provenance de l'extérieur ont été négatives revenant, d'une année à l'autre, de (-) 150 millions d'ouguiyas à (-) 3.737 millions d'ouguiyas. Cette évolution confirme, encore une fois, la volonté des pouvoirs publics pour la non accumulation d'arriérés de paiements et la non-aggravation de l'endettement extérieur.

Les emprunts intérieurs nets ont, quant à eux, légèrement progressé de 33 millions d'ouguiyas. Il est à signaler, à cet égard, que l'endettement de l'Etat vis-à-vis du système bancaire a été réduit de près de 271 millions d'ouguiyas et ce, pour éviter les effets pervers qui pourraient découler d'un endettement qui n'a cessé de croître jusqu'en 1984.

Enfin, contrairement à l'année 1985, aucune assistance exceptionnelle budgétaire n'a été enregistrée en 1986. Aussi, le financement du déficit a-t-il été, en fait, réalisé dans le cadre du rééchelonnement de la dette extérieure obtenu dans le cadre du club de paris en mai 1986.

FINANCEMENT DU DEFICIT GLOBAL DU BUDGET CONSOLIDE

(En millions d'ouguiyas).

LIBELLES	1983	1984	1985	1986
I. RESSOURCES D'EMPRUNTS (NETS)	6471	4378	-1237	-3714
1. Emprunts Extérieurs nets	5020	3369	- 150	-3747
Tirages	5775	4585	2351	2120
Remboursements	755	1216	2501	5867
2. Emprunts intérieurs nets	1451	1009	-1087	33
II. ALLEGEMENT DE LA DETTE EXTERIEURE	-	-	8128	5199
III. ASSISTANCES EXCEPTIONNELLE	-	-	2450	-
TOTAL DES FINANCEMENTS	6471	4378	9341	1485

CHAPITRE VII

LES PAIEMENTS EXTERIEURS

L'évolution des paiements extérieurs a été marquée, en 1986, par l'amenuisement de l'excédent commercial et l'aggravation du déficit chronique de la balance des services. Avec la baisse des transferts publics sans contreparties, il en est résulté un élargissement du déficit courant qui est passé, d'une année à l'autre, de 8,5 à 12,6 milliards d'ouguiyas. Si l'on exclut les intérêts de la dette extérieure réglés dans le cadre du rééchelonnement, le déficit courant sera ramené à seulement 9,5 milliards d'ouguiyas.

EVOLUTION DES PRINCIPAUX SOLDES DE LA BALANCES DES PAIEMENT

(en millions d'ouguiyas sauf indication contraire)

LIBELLES	1984	1985	1986	VARIATIONS	
				1985-84	1986-86
1-SOLDES DES BIENS & SCES	-12369	-16907	-19078	-4538	-2171
Marchandises	- 531	+ 2900	+ 1826	+3538	-1074
Services	-11838	-19807	-20904	-7969	-1907
2-TRANSFERTS NETS SANS					
CONTREPARTIES	+ 5273	+ 8437	+ 6478	+3164	-1959
3-SOLDE DES PAIEMENTS					
COURANTS (1+2)	- 7096	- 8470	-12600	-1374	-4130
En % DU P.I.B	15,4	15,9	21,1		
4-ENTREES NETTES DE CAPIT.+	4488	+ 7413	+12246	+2995	+4833
5-OPERATIONS A RECLASSER &					
ERREURS ET OMISSIONS	- 174	- 671	+ 483	- 497	+1154
SOLDE GLOBAL (3+4+5)	- 2852	- 1728	+ 129	+1124	+1857

(1) Les commentaires relatifs à cette partie sont établis sur la base des données provisoires

Pour couvrir ce déficit, on a dû intensifier le recours aux capitaux extérieurs tant auprès des organismes financiers internationaux qu'auprès des pays frères et amis.

En outre, pour alléger le service de la dette, la Mauritanie a dû renégocier, pour la deuxième année consécutive, dans le cadre du Club de Paris ses obligations financières à l'égard des créanciers étrangers et venant à échéance entre le 1er avril 1986 et le 31 mars 1987

I- EVOLUTION DES AVOIRS EXTERIEURS NETS

La tendance à l'aggravation de la position débitrice nette du système monétaire vis-à-vis de l'extérieur, observée durant la période 1980-84 a été pratiquement arrêtée en 1985 grâce aux mesures de restructuration mises en oeuvre par les autorités monétaires et concernant notamment l'absorption des arriérés commerciaux accumulés par les banques avant 1985. Le renforcement de ces mesures en 1986 a permis d'inverser cette tendance et partant d'améliorer, quoique légèrement, la position nette du système monétaire à l'égard de l'extérieur.

De (-)9,7 milliards d'ouguiyas en 1985, les avoirs extérieurs nets sont revenus à (-)9,6 milliards d'ouguiyas. Cette amélioration découle essentiellement de celle de la situation nette de la Banque Centrale dont les engagements extérieurs ont diminué de 185 millions d'ouguiyas alors que ses avoirs de même nature n'ont diminué que de 92 millions d'ouguiyas. Il est à noter, à cet égard, que la baisse des avoirs extérieurs de la B.C.M est imputable surtout aux règlements effectués au titre des échéances de la dette plus élevées qu'estimées initialement. Toutefois, le niveau des avoirs en devises est resté suffisant pour couvrir 72 jours d'importation contre 67 jours une année auparavant.

Quant à la situation nette des banques, elle s'est légèrement améliorée de 36 millions d'ouguiyas sous l'effet d'une augmentation plus importante de leurs avoirs que de leurs engagements.

II- LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS

En raison de l'évolution des dépenses à un rythme plus rapide que les recettes, le déficit courant s'est encore élargi pour atteindre 12,6 milliards d'ouguiyas contre 8,7 milliards d'ouguiyas en 1985.

A- LES TRANSACTIONS COMMERCIALES

La balance commerciale a dégagé un excédent de 1,8 milliard d'ouguiyas contre un excédent de 2,9 milliards d'ouguiyas une année auparavant. Cette contraction est imputable, d'une part à la baisse des exportations du minerai de fer et à l'accroissement des importations d'autre part.

TRANSACTIONS COMMERCIALES (FOB)

(en millions d'ouguiyas sauf indication contraire)

LIBELLES	1984	1985	1986	VARIATIONS	
				1985-84	1986-85
I-EXPORT. DE MARCHANDISES	18745	28639	31145	+ 9894	+ 2506
POISSONS	9453	16860	20423	+ 7407	+ 3365
FER	9186	11616	10592	+ 2430	- 1024
AUTRES	106	163	130	+ 57	- 33
II-IMPORTATIONS	19276	25739	29319	+ 6463	+ 3580
SOLDE COMMERCIAL	- 531	+2900	+1826	+ 3431	- 1074
TAUX DE COUVERTURE DES IMPORTATIONS PAR LES EXPORTATIONS					
(I/II)EN %	97,2	111,3	106,2		

1- Les exportations

De 28,6 milliards d'ouguiyas en 1985, les exportations sont passées à 31,1 milliards d'ouguiyas, soit un accroissement de 2,5 milliards d'ouguiyas ou 8,8%. IL est utile de rappeler que les exportations ont progressé, en 1985, de près de 10 milliards d'ouguiyas sous l'effet conjugué de l'augmentation des expéditions en volume tant des produits de la pêche que du fer et du maintien du cours du dollar à un niveau élevé, et surtout sous l'effet des importantes mesures d'ajustement monétaire mises en oeuvre.

Quant au ralentissement du rythme de progression des exportations enregistré en 1986, il est imputable, d'une part, à la baisse du volume des exportations de fer et à la dépréciation du dollar américain, principale monnaie de facturation, d'autre part.

a- Les exportations des produits de la pêche

(cf chapitre sur le secteur de la pêche)

Les exportations des produits de la pêche ont atteint 388 mille tonnes contre 346 mille tonnes l'année dernière, en augmentation de 12,2%. Cet accroissement des quantités, a trouvé son origine dans l'amélioration de l'état de la flotte opérant dans les eaux territoriales mauritaniennes.

En valeur, les exportations ont enregistré un nouveau record en 1986, pour s'établir à 20,4 milliards d'ouguiyas. Cette performance est inhérente à l'augmentation des quantités expédiées et surtout à l'affermissement des cours mondiaux des espèces de fond notamment, qui ont compensé au-delà la dépréciation de la monnaie américaine.

Quant aux rapatriements effectifs réalisés en 1986, ils ont progressé de 22% en 1986, passant d'une année à l'autre, de 10,4 à 12,7 milliards d'ouguiyas.

b- Les exportations de minerai de fer
(cf chapitre sur les industries extractives)

La concurrence d'autres producteurs ajoutée au recul de la demande mondiale ont entraîné une baisse des expéditions en volume qui sont revenues de 9333 mille tonnes à 8930 mille tonnes respectivement en 1985 et 1986. En valeur, ces exportations n'ont totalisé que 10,6 milliards d'ouguiyas contre 11,6 milliards d'ouguiyas en 1985, soit une baisse de un milliard d'ouguiyas. L'apport du minerai de fer dans le total des recettes en devises n'a cessé de diminuer, d'année en année, pour s'établir à 34% contre 40,6% en 1985 et 49% en 1984.

c- Les autres produits exportés

Constituées principalement de cuir et peaux, de produits agro-alimentaires et de gomme arabique, les autres exportations restent encore insignifiantes puisqu'elles n'ont totalisé que 130 millions d'ouguiyas contre 163 millions en 1985.

2-Les importations (1)

Les importations globales ont atteint 29,3 milliards d'ouguiyas en progression de 3,6 milliards d'ouguiyas par rapport à 1985, année au cours de laquelle elles avaient augmenté de 6,5 milliards d'ouguiyas.

Alors que les importations de biens de consommation, alimentaires notamment se sont inscrites en baisse, celles relatives aux autres catégories de biens ont sensiblement progressé.

A la faveur du fléchissement des cours mondiaux et surtout de l'amélioration de la production agricole locale, les importations de céréales et dérivés ont sensiblement diminué. Les importations d'autres catégories de biens alimentaires, à l'exception du sucre et de l'huile, ont également baissé.

(1) Sur la base des règlements

Au total les importations de biens alimentaires, non compris l'aide extérieure qui s'est également inscrite en baisse, ont diminué de plus de 1,7 milliards d'ouguiyas revenant, d'une année à l'autre, de 5,9 à 4,2 milliards d'ouguiyas.

De 2,5 milliards d'ouguiyas en 1985, les importations des autres biens de consommation sont revenues à 2 milliards d'ouguiyas, soit une diminution de 500 millions d'ouguiyas qui a touché notamment les produits textiles et les chaussures.

Les importations de carburants ont progressé de près de 800 millions d'ouguiyas, passant de 2,3 à 3,1 milliards d'ouguiyas et ce pour faire face à une demande intérieure de plus en plus accrue.

Avec le lancement de nouveaux projets et l'installation de nouvelles unités industrielles, les importations de biens d'investissements ont sensiblement augmenté. S'agissant particulièrement des nouvelles acquisitions de bateaux, elles ont totalisé 1,6 milliards d'ouguiyas contre seulement 600 millions d'ouguiyas environ en 1985.

3- Répartition géographique du commerce extérieur

Bien que les importations en provenance de la Communauté Economique Européenne aient diminué, le déficit commercial enregistré à l'égard de ce groupe de pays s'est élargi de plus de un milliard d'ouguiya en 1986, sous l'effet de la baisse importante des exportations de minerai de fer et surtout des produits de la pêche. Toutefois, parmi ce groupe l'on a enregistré une contraction du déficit vis-à-vis de la France et de l'Espagne qui constituent nos deux principaux partenaires commerciaux. La contraction du déficit à l'égard de ces deux pays a été obtenue beaucoup plus par une diminution des importations que par un accroissement des exportations.

REPARTITION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR (base règlements)

(en millions d'ouguiyas)

PAYS	1984	1985	1986	VARIATIONS	
				1985-84	1986-85
FRANCE					
Exportations (FOB)	897	1.202	748	+ 305	- 454
Importations (CAF)	2.440	4.345	3.806	+1.905	- 539
Solde	-1.543	-3.143	-3.058	-1.600	+ 85
SENEGAL					
Exportations (FOB)	34	5	26	- 29	+ 21
Importations (CAF)	1.149	1.623	1.291	+ 474	- 332
Solde	-1.115	-1.618	-1.265	+ 503	+ 353
ESPAGNE					
Exportations (FOB)	1.967	962	1.471	-1.005	+ 509
Importations (CAF)	1.961	3.055	2.919	+1.094	- 136
Solde	+ 6	-2.093	-1.448	-2.099	+ 645
AUTRES PAYS DE LA CEE					
Exportations (FOB)	4.247	4.796	2.859	+ 549	-1.937
Importations (CAF)	2.370	3.228	3.027	+ 858	- 201
Solde	+1.877	+1.568	- 168	- 309	-1.736
AUTRES PAYS					
Exportations (FOB)	3.749	8.785	12.192	+5.036	+3.407
Importations (CAF)	5.282	5.707	4.787	+ 425	- 920
Solde	-1.533	+3.078	+7.405	+4.611	+4.327

Dans l'ensemble, le marché de la Communauté Economique Européenne a représenté 29,4% de nos exportations totales et 61,6% de nos importations contre respectivement 44,2% et 59,2% une année auparavant.

A la suite de la baisse des importations en provenance du Sénégal, le déficit commercial enregistré à l'égard de ce pays a été ramené de 1,6 milliards d'ouguiyas à 1,3 milliards d'ouguiyas respectivement en 1985 et 1986, soit une réduction de près de 300 millions d'ouguiyas.

A l'inverse l'excédent commercial vis-à-vis du groupe " autres pays " composé notamment des pays de l'Europe de l'Est, de l'Afrique de l'Ouest et du Japon, s'est élargi sous l'effet de l'accroissement des importations des produits de la pêche à destination particulièrement du Japon. A ce titre, il est à rappeler que ce pays absorbe, à lui seul, un tiers environ de la valeur de nos exportations totales de poissons.

B-LA BALANCE DES SERVICES

La balance des services continue de souffrir de la pression de facteurs déséquilibrants d'ordre structurel ayant trait notamment aux sorties au titre des règlements des intérêts de la dette, aux services liés à l'activité de la pêche et aux transferts d'économie sur salaires. Toutefois, le déficit chronique de la balance des services, quoique en augmentation, a enregistré un net ralentissement dans son rythme de progression. En effet, il est passé de 11,8 milliards d'ouguiyas en 1984 à 19,8 milliards d'ouguiyas en 1985 puis à 21,2 milliards d'ouguiyas en 1986.

1. Les recettes au titre des services

Pour la deuxième année consécutive, les recettes au titre des services se sont inscrites en baisse pour revenir à 2,3 milliards d'ouguiyas contre 2,7 milliards d'ouguiyas en 1985.

Si les entrées au titre de la rubrique " voyages " ont augmenté de 183 millions d'ouguiyas, les recettes relatives aux autres catégories de services, ont par contre regressé.

OPERATIONS DE SERVICES

(En millions d'ouguiyas)

LIBELLES	1984	1985	1986	VARIATIONS	
				1985-84	1986-85
I- RECETTES	2.856	2.675	2.252	- 181	- 423
Frêts et assurances	-	-	-	-	-
Autres transports	528	653	539	+ 125	- 114
Voyages	439	403	586	- 36	+ 183
Revenu du capital	540	305	172	- 235	- 133
Opérations gouvernementales					
non incluses ailleurs	725	900	567	+ 175	- 333
Autres services	624	414	388	- 210	- 26
II- DEPENSES	14.694	22.482	23.493	+7.788	+1.011
Frêts et assurances	2.269	2.748	3.151	+ 479	+ 403
Autres transports	4.106	7.484	6.335	+3.378	-1.149
Voyages	962	1.062	1.062	+ 100	-
Revenu du capital	1.315	5.676(*)	5.927(*)	+4.361	+ 251
Opérations gouvernementales					
non incluses ailleurs	801	472	554	- 329	+ 82
Autres services	5.241	5.040	6.464	- 201	+1.424
SOLDE (I-II)	-11.838	-19.807	-21.241	-7.969	-1.434

(*) y compris les intérêts réglés dans le cadre du rééchelonnement

La baisse de nos avoirs extérieurs durant les huit premiers mois conjuguée à celle des taux d'intérêts ont entraîné une diminution des revenus de nos placements.

Le poste " Opérations gouvernementales non incluses ailleurs " a enregistré une diminution de 333 millions d'ouguiyas découlant de la contraction des dépenses courantes locales des représentations diplomatiques étrangères.

2. Les dépenses au titre des services

Les dépenses au titre des services ont continué à augmenter quoique à un rythme nettement moins rapide que celui enregistré en 1985. Leur évolution reste dominée par celle des règlements des intérêts de la dette extérieure et des dépenses liées à l'activité de la pêche.

Le poste frêts et assurances s'est inscrit en augmentation de 403 millions d'ouguiyas et ce suite à l'accroissement des importations.

Sous l'effet de la diminution des coûts d'affrètement liés au secteur de la pêche, le poste "autres transports" a enregistré une diminution de plus de un milliard d'ouguiyas revenant, d'une année à l'autre, de 7,5 milliards à 6,3 milliards d'ouguiyas. Sa part dans les dépenses de services est revenu de 37,7% à 29,8%.

Les règlements effectifs au titre des intérêts de la dette sont passés, d'une année à l'autre, de 2,4 milliards d'ouguiyas à 2,8 milliards d'ouguiyas. Dans le même intervalle, les règlements effectués par recours au rééchelonnement se sont situés pratiquement au même niveau que l'année dernière soit 3 milliards d'ouguiyas environ.

Regroupées sous la rubrique "autres services" les autres dépenses ont augmenté de près de 1,5 milliards d'ouguiyas pour s'établir à 6,5 milliards d'ouguiyas contre 5 milliards d'ouguiyas en 1985. Cette augmentation a intéressé essentiellement la sous- rubrique "grands travaux" engagés par l'Etat (+770 millions) et les dépenses au titre des services liés au secteur de la pêche, notamment les règlements des salaires des marins étrangers, les règlements des échéances des crédits fournisseurs (+ 468 millions d'ouguiyas).

III- LES TRANSFERTS SANS CONTREPARTIES

L'amenuisement de l'excédent traditionnel des transferts sans contreparties est lié beaucoup plus au recul des transferts publics en provenance de l'extérieur que de l'accroissement des dépenses.

EVOLUTION DES TRANSFERTS SANS CONTREPARTIES

(En millions d'ouguiyas)

LIBELLES	1984	1985	1986	VARIATIONS	
				1985-84	1986-85
I. RECETTES	7.177	10.839	9.556	+3.662	-1.283
Secteur privé	334	396	565	+ 62	+ 169
Secteur public	6.843	10.443	8.991	+3.600	-1.452
II. DEPENSES	1.904	2.402	3.078	+ 498	+ 676
Secteur privé	1.820	2.222	2.559	+ 402	+ 337
Secteur public	84	180	519	+ 96	+ 339
SOLDE (I-II)	+5.273	+8.437	+6.478	+3.164	-1.959

De 10,8 milliards d'ouguiyas en 1985 les transferts sans contreparties reçus de l'étranger sont revenus de 10,8 à 9,6 milliards d'ouguiyas, soit une diminution de 1,2 milliards d'ouguiyas alors qu'ils avaient augmenté de près de 3,3 milliards d'ouguiyas en 1985.

Cette évolution s'explique par la baisse de l'aide en nature et surtout par la faiblesse de l'aide en espèce qui a été, il est vrai, exceptionnelle en 1985. Il est à noter, cependant, que l'aide sous forme de bourses d'études et surtout d'assistance technique a augmenté de près de 500 millions d'ouguiyas l'année précédente.

A la suite de l'ouverture d'un bureau de la Banque Centrale de Mauritanie à Paris, les rapatriements d'économies sur salaires des travailleurs mauritaniens à l'étranger atteint 138 millions d'ouguiyas contre 61 millions d'ouguiyas en 1985. Sur ce montant 48 millions d'ouguiyas ont transités par les banques et 90 millions d'ouguiyas par l'Office des Postes et des Télécommunications (O.P.T) contre respectivement 19 et 42 millions d'ouguiyas .

Les dépenses au titre des transferts sans contreparties ont atteint 3,1 milliards contre 2,4 milliards soit une progression de 700 millions d'ouguiyas. Cette augmentation est imputable essentiellement à celle des transferts au titre d'économie sur salaires.

Au total l'excédent des transferts sans contrepartie s'est établi à 6,5 milliards d'ouguiyas contre 8,4 milliards d'ouguiyas en 1985, soit une contraction de 1,9 milliards d'ouguiyas.

IV. LES MOUVEMENTS DE CAPITAUX

Les entrées nettes de capitaux ont atteint 10,8 milliards d'ouguiyas contre 7,4 milliards en 1985 et 4,4 milliards en 1984. Abstraction faite du rééchelonnement de la dette, les entrées nettes de capitaux n'auront totalisé que 7,8 milliards d'ouguiyas.

A- LES ENTREES DE CAPITAUX

De 28,1 milliards d'ouguiyas, les entrées brutes de capitaux sont passées à 32,5 milliards en 1986, soit une augmentation de 4,4 milliards. Si l'on exclut le rééchelonnement de la dette, elles n'auront totalisé que 27,1 milliards contre 21,7 milliards d'ouguiyas en 1985.

Alors que les nouveaux tirages directs de l'Etat sur des emprunts à moyen et long termes sont restés pratiquement stables à leur niveau de l'année dernière, ceux des entreprises ont, en revanche, augmenté de 2,4 milliards d'ouguiyas intéressant dans leur quasi-totalité la Société Nationale des Industries Minières (SNIM)

MOUVEMENTS DE CAPITAUX (en millions d'ouguiyas)

LIBELLES	1984	1985	1986	VARIATIONS	
				1985-84	1986-85
I.ENTREES DE CAPITAUX	12.494	28.125	32.481	+15.631	+ 4.356
Investissements directs	544	538	334	- 6	- 204
Emprunts à M et LT des entreprises	2.569	2.340	4.695	- 229	+ 2.355
Emprunts à M et LT de l'Etat	4.540	12.180	12.899	+ 7.640	+ 719
Autres avoirs de l'Etat	-	-	-	-	-
Autres capitaux à CT	4.841	13.067	14.553	+ 8.226	+ 1.486
II.SORTIES DE CAPITAUX	8.076	20.712	20.235	-12.636	- 477
Investissements directs	-	-	101	-	+ 101
Emprunts à M et LT des entreprises	1.651	1.499	2.835	- 152	+ 1.336
Emprunts à M et LT de l'Etat	1.216	5.975	2.841	+ 4.759	- 3.134
Autres avoirs de l'Etat	17	27	291	+ 10	+ 264
Autres capitaux à CT	5.192	13.211	14.167	+ 8.019	+ 956
SOLDE DE LA BALANCE DES CAPITAUX (I-II)	+4.418	+7.413	+12.246	+ 2.995	+ 4.833

En s'élevant à 334 millions d'ouguiyas, les investissements directs étrangers en Mauritanie ont diminué de 204 millions d'ouguiyas par rapport à leur niveau de l'année dernière. Ces investissements ont concerné notamment la participation au capital de la SANIA, la SAMIN, la SALIMAUREM et la SAMALIDA.

B-LES SORTIES DE CAPITAUX ET L'ENDETTEMENT EXTERIEUR

Les sorties de capitaux se sont établies à 20,2 milliards d'ouguiyas contre 20,7 milliards d'ouguiyas en 1985. Cette légère diminution est consécutive aux deux rééchelonnements obtenus en 1985 et 1986 dans le cadre du Club de Paris.

L'encours de la dette à moyen et long termes de l'Etat et des entreprises s'est élevé à la fin de 1986 à 119,7 milliards d'ouguiyas contre 105,4 milliards d'ouguiyas une année auparavant, ce qui correspond à deux fois environ le produit intérieur brut.

L'augmentation de l'encours de la dette est non seulement imputable aux nouveaux tirages effectués mais également à l'appréciation des cours de changes de la plupart des devises par rapport à l'ouguiyas.

Pour l'allègement du service de sa dette, la Mauritanie a dû recourir, pour la deuxième année consécutive à la renégociation de ces obligations financières auprès des créanciers du Club de Paris et venant à échéance entre le 1er avril 1986 et 31 mars 1987. La consolidation a porté sur 95% des échéances dues et a porté sur une période de dix ans avec un délai de grace de 5 ans.

La Mauritanie a également obtenue un rééchelonnement pluri-annuel auprès de certains pays, frères et amis en l'occurrence l'Algérie, l'Arabie Saoudite, la Libye et la Chine.

SITUATION DE L'ENDETTEMENT EN 1986

LIBELLES	MONTANT EN MILLIONS U.M
I-ENCOURS DE LA DETTE DECAISSEE	119.676
A. Etat	79.004
Pays arabes	43.821
Pays de l'OCDE	14.813
Organismes internationaux	13.843
B. Sociétés d'Etat et mixte	40.672
II-DETTE NON ENCORE DECAISSEE	43.141
III-SERVICE DE LA DETTE	12.402
A. Règlements effectifs	6.959
Principal	4.453
Intérêts	2.506
B. Rééchelonnement	5.443
Principal	2.353
Intérêts	3.090
IV-PARAMETRES DE LA DETTE (en%)	
A. Ratio d'endettement (1)	201,4
B. Ratios du service de la dette (2)	39,8
Règlements effectifs	22,3
Rééchelonnements	17,5

(1) par rapport au PIB

(2) par rapport aux exportations de biens et services

TROISIEME PARTIE

LA MONNAIE ET LE CREDIT

CHAPITRE I

LA LIQUIDITE ET L'EQUILIBRE DU SYSTEME BANCAIRE

Le système bancaire mauritanien a été renforcé par la création, en 1986, d'une nouvelle institution de type islamique, en l'occurrence la Banque "EL BARAKA" Mauritanienne Islamique (BAMIS). Le réseau des représentations bancaires n'a, cependant, pas connu une évolution significative et le nombre des agences et bureaux des banques primaires est resté au même niveau que celui de l'année 1985, soit 26 agences et bureaux.

Par ailleurs, les banques ont connu, en 1986, une nouvelle fois, une contraction de leur liquidité qui demeure, toutefois, beaucoup moins aigue qu'en 1985 et 1984. L'atténuation du resserrement de la trésorerie des banques a été réalisée grâce aux diverses actions entreprises par l'Institut d'Emission dont notamment le renforcement du contrôle de la distribution de nouveaux crédits et surtout l'accélération du processus de recouvrement des créances gelées douteuses et litigieuses.

I- EVOLUTION DES FACTEURS DE LA LIQUIDE BANCAIRE

Devant le resserrement de leur liquidité, certes beaucoup moins accentué qu'en 1985, les banques ont dû intensifier leurs recours aux ressources de la Banque Centrale. D'une moyenne quotidienne de 4715 millions d'ouguiyas en 1985, les concours de l'Institut d'Emission aux banques ont atteint 5453 millions d'ouguiyas au cours de l'année 1986, soit un refinancement supplémentaire quotidien de 738 millions d'ouguiyas.

A- LES BILLETS ET MONNAIES EN CIRCULATION

Après une augmentation relativement modérée jusqu'à la première quinzaine de mai, la demande du public de billets et monnaies a amorcé, à partir du 25 mai, une tendance rapide à la hausse qui s'est fortement accentuée vers la fin de la première décade de juin, période au cours de laquelle on a enregistré le maximum de l'année, soit 5196 millions d'ouguiyas. A partir de la

mi-juin, la circulation fiduciaire s'est inscrite en baisse jusqu'au 31 Juillet pour reprendre de nouveau un mouvement de hausse durant la première quinzaine du mois d'août, correspondant à la fête de l'Aïd El Idha. Au cours des quatre derniers mois, la circulation fiduciaire a suivi un profil normal et régulier avec une baisse au cours de la troisième semaine de chaque mois et une augmentation graduelle au début et à la fin du mois. La moyenne quotidienne au cours de cette dernière période s'est stabilisée aux environs de 4,9 milliards d'ouguiyas.

Globalement, les retraits de billets et monnaie effectués par le public ont exercé un effet restrictif sur la liquidité bancaire de l'ordre de 650 millions d'ouguiyas.

EVOLUTION DES FACTEURS DE LA LIQUIDITE BANCAIRE

(moyennes quotidienne en millions d'ouguiyas)

PERIODES	FACTEURS DE LA LIQUIDITE BANCAIRE			REFINANCEMENT DE LA B.C.M	VARIATIONS D'UN A L'AUTRE (1)	
	circulat. fiduciaire	avoirs devises	découvert du Trésor		1986	1985
Janvier	4400	3088	1486	5333	+ 700	"
Fevrier	4521	2834	1782	5541	+ 208	+ 238
Mars	4658	2935	1864	5212	- 309	- 328
Avril	4693	2803	1908	5047	- 165	- 46
Mai	4744	2717	1997	5409	+ 362	+ 153
Juin	4957	2572	2029	5644	+ 235	+ 48
Juillet	4711	2931	1945	5204	- 440	+ 45
Août	4948	2646	1883	5534	+ 330	+ 192
Septembre	4881	2415	1616	5521	- 13	+ 81
Octobre	4901	2949	1309	5804	+ 283	+ 383
Novembre	4992	2468	1680	5587	- 217	+ 156
Décembre	4901	2492	1736	5600	+ 13	+ 64
Moyenne quotidienne (année)	4776	2738	1770	5453		

(1) Signe (+) signifie resserrement de la liquidité bancaire
Signe (-) signifie élargissement de la liquidité bancaire

B- LES AVOIRS EN DEVISES

Alors qu'ils se sont maintenus à un niveau pratiquement stable au cours du premier trimestre 1986 (soit 3 milliards d'ouguiyas), les avoirs en devises de la Banque Centrale ont fortement fluctué, durant le reste de l'année, en fonction des rapatriements des recettes d'exportation et surtout en fonction des règlements du service de la dette extérieure et des tirages sur les emprunts extérieurs.

Les baisses les plus importantes ont été enregistrées au cours des premières semaines respectives des mois d'avril et de juin, au milieu du mois de septembre et enfin au cours de la dernière semaine de novembre.

Quant aux tirages les plus importants, ils ont été effectués auprès du Fonds Monétaire International et du Fonds Monétaire Arabe au cours de la dernière décade de chacun des mois de septembre et décembre pour un montant global de 1,7 milliards d'ouguiyas environ.

C- CREANCES SUR L'ETAT

Au cours des sept premiers mois de l'année 1986, le découvert consenti au Trésor Public a fortement augmenté. Il s'est pratiquement maintenu au niveau réglementaire de 2 milliards d'ouguiyas durant toute la période couvrant les mois de mai, juin et juillet. Le maintien à un niveau élevé des avances au Trésor sous forme de découvert s'explique par la faiblesse du rythme de recouvrement des recettes fiscales constatée au cours du premier semestre et surtout par les règlements effectués au titre du service de la dette extérieure contractée ou garantie par l'Etat.

A partir, du mois d'août, le Trésor public a commencé à se désengager progressivement vis-à-vis de la Banque Centrale suite à l'accélération du rythme de recouvrement des recettes fiscales et aux versements par certains organismes publics d'une partie de leurs bénéfices revenant à l'Etat. Cette tendance s'est, cependant, inversée à partir de la dernière semaine d'octobre jusqu'au 12 décembre, période au cours de laquelle

le découvert consenti au trésor est passé de 1,2 milliard d'ouguiyas le 23 octobre, à 1,8 milliards puis à 2 milliards d'ouguiyas respectivement le 30 novembre et le 10 décembre. La dernière décade de décembre, a été caractérisée par une baisse rapide et quasi continue du solde débiteur du compte du Trésor qui a clôturé l'année à 1,3 milliards d'ouguiyas

Sur toute l'année 1986, les opérations du Trésor ont eu un impact positif sur la liquidité bancaire évalué à près de 150 millions d'ouguiyas.

II- LES EMPLOIS ET LES RESSOURCES DES BANQUES

Le bilan consolidé des banques commerciales a totalisé, à fin décembre 1986, 27,5 milliards d'ouguiyas, soit une augmentation de 2,9 milliards d'ouguiyas ou 11,7% par rapport à 1985, année au cours de laquelle il avait progressé de 3 milliards d'ouguiyas ou 13,4%. Cependant, l'accroissement des emplois des banques à un rythme plus rapide que celui de leurs ressources propres et ordinaires a entraîné un recours accru des banques au refinancement de la Banque Centrale qui est passé, d'une fin d'année à l'autre, de 4,9 à 5,3 milliards d'ouguiyas

A- LES EMPLOIS

Les banques ont enregistré un léger fléchissement dans le rythme de progression de leurs emplois, sous l'effet notamment de la baisse de leurs dépôts auprès de la Banque Centrale. Leurs concours à l'économie qui ont représenté 62,5% du total des emplois, ont augmenté à un taux plus élevé que celui enregistré en 1985 mais conformément à l'objectif arrêté au début de l'année.

Constituées par l'encaisse en billets et monnaies et par les dépôts en ouguiyas et en devises auprès de la Banque Centrale, les réserves des banques ont accusé une baisse de 176 millions d'ouguiyas alors qu'elles avaient enregistré une augmentation de près d'un demi milliard d'ouguiyas en 1985.

Cette baisse a concerné exclusivement les dépôts en ouguiyas auprès de la Banque Centrale; les autres composantes des réserves se sont inscrites en légère progression.

EVOLUTION DES EMPLOIS DES BANQUES

(Chiffres de fin de période en millions d'ouguiyas)

LIBELLES	1984	1985	1986			
			MARS	JUIN	SEPT	DEC
Avoirs extérieurs	323	497	337	1669	1094	1100
Réserves	626	1114	1084	968	1216	938
Créances sur l'Etat	50	154	175	193	203	213
Créances /l'économie	14539	15485	16553	16050	16726	17202
Autres postes de l'actif	6111	7370	7776	8386	8174	8052
TOTAL	21649	24620	25925	27266	27413	27505

Pratiquement stables jusqu'au mois d'avril, les réserves des banques ont fortement augmenté en mai pour s'inscrire en baisse en juin et s'élargir de nouveau mais progressivement au cours des cinq mois suivants pour atteindre en novembre 1339 millions d'ouguiyas.

Au cours du mois de décembre, elles sont revenues à 938 millions d'ouguiyas sous l'effet ,notamment de la diminution des dépôts des banques en devises auprès de la Banque Centrale.

En s'établissant à 1,1 milliard d'ouguiyas les avoirs extérieurs des banques ont enregistré une augmentation de plus de 600 millions d'ouguiyas par rapport à leur niveau de la fin de l'année précédente. Cette augmentation s'explique par l'accroissement substantiel des exportations de poissons.

Représentant toujours moins de 1% des emplois des banques, les créances sur l'Etat ne se sont accrues que de 54 millions d'ouguiyas pour s'établir, à la fin de décembre 1986, à 213 millions d'ouguiyas contre 154 millions d'ouguiyas en 1985.

S'agissant des crédits à l'économie, ils ont progressé à un rythme nettement plus rapide que celui enregistré en 1985, soit respectivement 11% et 6,5%. Toutefois, leur part dans le total des emplois des banques a légèrement regressé revenant d'une année à l'autre, de 62,9% à 62,5%.

cette accélération est imputable pour les trois quarts aux crédits dispensés par les banques sur leurs ressources propres et ordinaires et pour un quart environ aux crédits refinancés par la Banque Centrale.

B- LES RESSOURCES

En s'élevant à 12,3 milliards d'ouguiyas, les ressources propres et ordinaires des banques se sont inscrites en augmentation de plus de un milliard d'ouguiyas ou 9,3 % alors qu'elles avaient progressé de 2,3 milliards ou 24,9% en 1985. Cette décélération est imputable exclusivement à la baisse des dépôts à vue.

EVOLUTION DES RESSOURCES DES BANQUES

(Chiffres de fin de période en millions d'ouguiyas)

LIBELLES	1984	1985	1986			
			MARS	JUIN	SEPT.	DEC.
Fonds propres	1404	1759	1796	2001	2020	1962
Ressources ordinaires	7698	9612	11143	10208	10355	10483
Dépôts à vue	5891	7561	9107	7677	7101	6853
Dépôts à terme	1702	1921	1890	2399	3163	3471
Dépôts de l'Etat	105	130	146	132	91	159
Ressources spéciales	6287	5150	5898	7874	6951	5741
Concours de la B.C.M	3784	4879	4991	5102	5250	5331
Autres postes du passif	2476	3226	2097	2081	2837	3988
TOTAL	21649	24620	25925	27266	27413	27505

Les dépôts collectés par les banques se sont élevés, à la fin de décembre 1986, à 10,5 milliards d'ouguiyas contre 9,6 milliards d'ouguiyas en 1985, soit une augmentation de près de 900 millions d'ouguiyas ou 9,1%

Après avoir enregistré une expansion rapide au cours du premier trimestre pour atteindre 9,1 milliards d'ouguiyas en mars 1986, les dépôts à vue se sont inscrits durant le reste de l'année, hormis les mois d'octobre et novembre en baisse continue pour s'établir à 6,7 milliards d'ouguiyas en décembre contre 7,6 milliards une année auparavant.

La baisse des dépôts à vue, notamment au cours du second semestre, est imputable en grande partie à la réduction des taux d'intérêt servis sur ces dépôts qui ont été ramenés, à partir du premier juillet, à 5% quelqu'en soit la tranche. En effet, cette réduction des taux a entraîné une transformation par certains clients des banques d'une partie de leurs dépôts à vue en placements à terme, et d'une façon générale une réorientation des préférences de la clientèle concernant les produits financiers offerts par les banques. Ainsi, les dépôts à terme sont passés de 1,9 milliard d'ouguiyas en décembre 1985 à 2,4 milliards d'ouguiyas en juin 1986 puis à 3,5 milliards d'ouguiyas à la fin de l'année. Leur part dans les ressources ordinaires des banques s'est trouvée consolidée passant, d'une année à l'autre, de 20% à 33%;

Représentant près de 1% des ressources ordinaires des banques, les dépôts de l'Etat ont légèrement progressé pour atteindre 159 millions d'ouguiyas contre 130 millions d'ouguiyas en 1985.

Composées essentiellement des engagements extérieurs, les ressources spéciales des banques se sont élevées à 5,7 milliards d'ouguiyas contre 5,1 milliards d'ouguiyas en 1985, soit une augmentation de 600 millions d'ouguiyas ou 11,8%. L'allourdissement de la position débitrice des banques vis-à-vis de l'extérieur est imputable en grande partie à la réalisation de crédits documentaires non couverts par la clientèle.

Quant aux fonds propres des banques, ils ont été renforcés de près de 200 millions d'ouguiyas du fait de l'augmentation du capital d'une banque de la place suite à sa privatisation. En s'établissant à 2 milliards d'ouguiyas, ils ont représenté 7,1% de l'ensemble des ressources des banques.

C- LES CONCOURS DE LA BANQUE CENTRALE

En s'élevant à 5,3 milliards d'ouguiyas à la fin du mois de décembre, les concours de la Banque Centrale ont augmenté de 452 millions d'ouguiyas contre 1095 millions d'ouguiyas en 1985. Cette décélération s'inscrit dans le cadre de la politique restrictive du crédit entreprise par les autorités monétaires qui constitue un des instruments majeurs pour le rétablissement des équilibres intérieur et extérieur.

Toutefois, en cours d'année, des niveaux élevés ont été enregistrés en juin, août, octobre. Le maximum a été atteint le 25 juin avec 6,1 milliards d'ouguiyas.

CHAPITRE II

LES DISPONIBILITES MONETAIRES ET QUASI MONETAIRES ET LEURS CONTREPARTIES

Sur la base des chiffres de fin de période, les disponibilités monétaires et quasi-monétaires (ou masse monétaire) ont accusé un net fléchissement de leurs rythme de progression qui est revenu, d'une année à l'autre, de 24% à 10,3%. Toutefois, si en 1985, les disponibilités monétaires avaient augmenté à un rythme nettement plus rapide que celui enregistré par les disponibilités quasi-monétaires, cette tendance s'est inversée en 1986 et le second agrégat a évolué à un taux très élevé alors que le premier agrégat s'est inscrit en baisse de 1,2%.

En terme de moyennes annuelles, la masse monétaire a, en revanche, progressé à un taux supérieur à celui enregistré en 1985 ainsi que celui du produit intérieur brut aux prix courants et aux prix du marché. Le taux de liquidité de l'économie qui en est résulté a augmenté de 1,5 point pour s'établir à 25,3%.

EVOLUTION DE LA LIQUIDITE DE L'ECONOMIE

LIBELLES	1983	1984	1985	1986
I - MASSE MONETAIRE (moyenne annuelle) en millions d'UM	10128	10815	12643	15059
Monnaie (MA en MO)	8149	9007	10482	12442
Quasi-monnaie (QA en MO)	1979	1808	2161	2617
II - PIB AUX PRIX COURANTS ET				
AUX PRIX DU MARCHE (en MO)	43014	46068	53230	59423
III-TAUX DE LIQUIDITE DE L'ECONO.				
(I/II en %)	23,5	23,5	23,8	25,3
Monnaie/PIB (en %)	18,9	19,6	19,7	20,9
Quasi-monnaie/PIB (en %)	4,5	3,9	4,1	4,4

I- LA MASSE MONETAIRE

L'évolution de la masse monétaire a été marquée, d'une fin d'année à l'autre, par la baisse de la monnaie scripturale qui contraste avec la forte augmentation de la quasi-monnaie.

Après avoir enregistré des pointes au cours du premier trimestre pour atteindre 13,6 milliards d'ouguiyas en mars 1986, les disponibilités monétaires se sont inscrites en baisse quasi-ininterrompue jusqu'à la fin de l'année pour s'établir à 11,6 milliards d'ouguiyas, enregistrant ainsi une diminution globale de 141 millions d'ouguiyas ou 1,2% par rapport à 1985, année au cours de laquelle elles avaient augmenté de 2,4 milliards d'ouguiyas ou 26,1%. Cette évolution est imputable à la diminution des dépôts à vue collectés par les banques et à un degré moindre à la décélération du rythme de progression de la monnaie fiduciaire.

En s'élevant à 4,6 milliards d'ouguiyas à la fin de décembre 1986, le volume des billets et monnaies en circulation hors banques et Trésor s'est inscrit en augmentation de près de 500 millions d'ouguiyas ou de 12,4 % alors qu'il avait progressé, au terme de l'année précédente, de 750 millions d'ouguiyas environ ou 22,6 %. Cette décélération a contribué à contenir la hausse des prix à des niveaux tolérables.

Il est à noter, toutefois, que la circulation fiduciaire a connu pour certaines périodes de l'année, notamment au début des mois de juin et d'août, une forte augmentation qui a coïncidé avec les fêtes religieuses.

D'une fin d'année à l'autre, la part de la monnaie fiduciaire s'est inscrite en légère hausse de 0,6 point passant de 29,7 % à 30,3 % du total des moyens de paiements.

En augmentation rapide au cours du premier trimestre 1986, la monnaie scripturale a amorcé, dès le mois d'avril et jusqu'à la fin de l'année, une tendance quasi-continue à la baisse sous l'effet de la diminution des dépôts à vue collectés par les banques. Sur toute l'année, elle a accusé une

baisse de 600 millions d'ouguiyas environ et sa part dans la masse monétaire est revenue de 56,2 % à 46,6 % respectivement en 1985 et 1986.

Touchant notamment les placements des organismes publics et parapublics, la régression des dépôts à vue s'explique principalement par la réduction, à partir du mois de juillet 1986, des taux d'intérêts servis sur ces dépôts qui ont été ramenés à 5 % quelqu'en soit la tranche. En effet, la réduction de ces taux a engendré une transformation de certains dépôts à vue en des placements à terme devenus plus attractifs. Cet attrait nouveau exercé sur les déposants a entraîné un accroissement spectaculaire et rapide des dépôts quasi-monétaires. Ces derniers sont passés de 1,9 à 3,5 milliards d'ouguiyas et leur part dans la masse monétaire de 14,1 % à 23,1 % respectivement en 1985 et 1986.

II - LES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE

Parmi les contreparties, ce sont les crédits à l'économie qui ont le plus contribué à la création monétaire ; les avoirs extérieurs nets ont enregistré une légère amélioration. Quant aux crédits nets à l'Etat, ils se sont inscrits en baisse.

A - LES AVOIRS EXTERIEURS NETS

De (-) 9,7 milliards d'ouguiyas en 1985, les avoirs extérieurs nets sont revenus à (-) 9,6 milliards d'ouguiyas, soit une amélioration de près de 100 millions d'ouguiyas contre une détérioration d'un montant pratiquement égal en 1985. Cette amélioration aurait pu être plus importante n'eut été l'augmentation des engagements extérieurs des banques primaires.

Après avoir régressé de près de 1,5 milliard d'ouguiyas au cours des cinq premiers mois sous l'effet notamment des remboursements effectués au titre du service de la dette extérieure, les avoirs extérieurs de la Banque Centrale ont fortement augmenté en juin de un milliard d'ouguiyas environ pour amorcer de nouveau une tendance modérée à la baisse pendant les cinq mois suivants excepté septembre, mois au cours duquel ils se sont accrus de près de

700 millions d'ouguiyas à la suite des tirages sur le Fonds Monétaire International et le Fonds Monétaire Arabe. En décembre, ils ont de nouveau augmenté pour clôturer l'année à 4 milliards d'ouguiyas, niveau inférieur de 100 millions d'ouguiyas par rapport à celui enregistré en 1985. Cette baisse aurait pu être plus importante n'eut été l'accroissement des rapatriements des recettes d'exportation des produits de la pêche qui a compensé et au-delà la diminution de ceux du fer.

EVOLUTION DES AVOIRS EXTERIEURS NETS

Chiffres de fin de période en millions d'ouguiyas

LIBELLES	1984	1985	1986			
			MARS	JUIN	SEPT.	DEC.
I-AVOIRS EXTER. BRUTS	5252	4564	3364	5187	4914	5075
Banque Centrale	4929	4067	3027	3518	3820	3975
Banques primaires	323	497	337	1669	1094	1100
II-ENGAGEMENTS EXTER.	14866	14262	14830	16551	17005	14644
Banque Centrale	8679	9167	8987	8719	10096	8982
Banques primaires	6187	5095	5843	7832	6909	5662
III-AVOIRS EXTER. NETS						
(I-II)	-9614	-9698	-11466	-11364	-12091	-9569

Quant aux avoirs extérieurs des banques primaires, ils ont atteint 1,1 milliard d'ouguiyas, en progression de plus de 600 millions d'ouguiyas par rapport à 1985.

Alors que les engagements extérieurs de la Banque Centrale ont diminué de près de 200 millions d'ouguiyas, ceux des banques primaires se sont, au contraire, allourdis de 600 millions d'ouguiyas environ, sous l'effet notamment de la réalisation de crédits documentaires à l'importation non couverts par la clientèle.

B - LES CREANCES NETTES SUR L'ETAT

Dès le début de l'année est jusqu'à la fin du premier semestre, les créances nettes du système monétaire sur le Trésor Public ont enregistré une expansion rapide qui s'explique tant par la faiblesse du rythme de recouvrement des recettes fiscales que par l'accroissement des besoins de financement de l'Etat.

Pendant le reste de l'année et sous l'effet de l'accélération du rythme de recouvrement des recettes fiscales est de la compression des dépenses, l'Etat a pu se désengager progressivement vis-à-vis de la Banque Centrale. A la fin de l'année, les crédits nets à l'Etat se sont établis à un niveau légèrement inférieur à celui enregistré en 1985 et conformément à l'objectif arrêté en ce domaine.

EVOLUTION DES CREDITS INTERIEURS

(Chiffres de fin de période en millions d'ouguiyas)

LIBELLES	1984	1985	1986			
			MARS	JUIN	SEPT.	DECEMBRE
I-CREANCES NETTES SUR						
L'ETAT	5016	4485	5124	5137	4501	4444
Banque Centrale	5186	4572	5149	5309	4521	4488
Banques primaires	- 55	24	29	61	112	54
Particuliers	-115	-111	- 54	-233	-132	- 98
II-CREANCES SUR L'ECON.	14746	15692	16761	16436	16986	17462
Crédits sur les ress.						
des banques prim.	10510	10441	11403	10731	11423	11898
Crédits refinancés	4029	5044	5151	5318	5303	5304
Créances du Trésor						
sur les particuliers	207	207	207	387	260	260
TOTAL	19762	20177	21885	21573	21487	21906

C - LES CREANCES SUR L'ECONOMIE

En atteignant 17,5 milliards d'ouguiyas en 1985, les crédits à l'économie ont évolué à un rythme plus accéléré que celui enregistré en 1985, soit 11,3 % contre 6,4 %, taux qui reste, toutefois, légèrement inférieur à la croissance du produit intérieur brut nominal. Cette augmentation a intéressé essentiellement les crédits à court terme consentis par les banques sur leurs ressources ordinaires.

Toutefois, il est à remarquer que l'expansion des crédits à l'économie a enregistré des pointes au cours de certaines périodes de l'année notamment en avril, juillet et septembre à la suite notamment de l'accroissement des besoins de financement à court terme des secteurs de la pêche, des mines et du commerce.

CHAPITRE III

LA DISTRIBUTION DU CREDIT

En s'élevant au terme de l'année 1986 à 17,9 milliards d'ouguiyas, l'encours des crédits dispensés par les banques primaires, tel qu'il est recensé par la Centrale des Risques, s'est accru de 1,5 milliards d'ouguiyas ou 9,1 % contre 0,7 milliard d'ouguiyas ou 4,7 % en 1985. Cette progression a touché essentiellement les crédits à court terme tandis que les crédits d'investissement n'ont que faiblement augmenté.

Dès le mois de janvier, les crédits recensés se sont inscrits en augmentation soutenue et quasi-continue sur toute l'année hormis les baisses intervenues aux mois de juin, septembre et décembre à la suite des désengagements des secteurs de la pêche et du commerce.

REPARTITION PAR TERME ET PAR SECTEUR DES CREDITS RECENSES

SECTEURS	1984		1985		1986	
	EN MO	EN %	EN MO	EN %	EN MO	EN %
I - AGRI., ELEVAGE & PECHE	2529	16,2	2680	16,4	2774	15,5
Court terme	2369	15,2	2522	15,4	2567	14,3
Moyen et long termes	160	1,0	158	1,0	207	1,2
II - INDUSTRIE	3982	25,4	3679	22,5	4295	24,1
Court terme	3144	20,1	2834	17,3	3385	19,0
Moyen et long termes	838	5,3	844	5,2	910	5,1
III - SERVICES	7916	50,6	8497	51,9	9114	51,0
Court terme	7265	46,4	7844	47,9	8423	47,2
Moyen et long termes	651	4,2	654	4,0	691	3,8
IV - DIVERS	1228	7,9	1509	9,2	1676	9,4
Court terme	936	6,0	1195	7,3	1296	7,3
Moyen et long termes	292	1,8	314	1,9	380	2,1
TOTAL DES CREDITS RECENSES	15655	100,0	16365	100,0	17859	100,0
Court terme	13714	87,6	14395	88,0	15671	87,7
Moyen et long termes	1941	12,4	1970	12,0	2188	12,3
POUR MEMOIRE						
Crédits non recensés	1411		1791		2020	
Total des crédits	17042		18156		19879	

1 - LE FINANCEMENT DU SECTEUR PRIMAIRE

D'une fin d'année à l'autre, les crédits octroyés au secteur primaire ont progressé de 94 millions d'ouguiyas ou 3,7 % pour atteindre 2,8 milliards d'ouguiyas contre 2,7 milliards d'ouguiyas en 1985. Cette augmentation s'est répartie pratiquement à égalité entre les crédits à court terme et les crédits à moyen et long termes.

Alors que les crédits au secteur de la pêche se sont établis à un niveau légèrement inférieur à celui de fin 1985, les crédits à l'agriculture ont augmenté de plus de 100 millions d'ouguiyas.

Au cours des cinq premiers mois de 1986, le secteur de la pêche a bénéficié d'un concours soutenu du système bancaire sous forme notamment de financement des marées pour les armateurs nationaux et de préfinancement des exportations pour la Société Mauritanienne de commercialisation de Poissons. A partir du mois de juin, avec l'accroissement des exportations des produits de la pêche et l'accélération des rapatriements, le secteur de la pêche a pu se désengager progressivement auprès du système bancaire. A la fin de l'année, l'encours des crédits distribués au secteur de la pêche s'est situé à un niveau légèrement inférieur à celui de 1985

Quoiqu'en progression tout au long de l'année, les crédits alloués au secteur agricole sont demeuré faibles passant, d'une année à l'autre de 83 à 191 millions d'ouguiyas avec un maximum de 228 millions d'ouguiyas enregistré en novembre.

Le volume des crédits distribués à ce secteur connaîtrait un développement substantiel avec l'extension des périmètres irrigués et la mise en place du nouveau code des investissements agricoles ainsi que la mise en place du nouveau mécanisme du crédit agricole par le Fonds National de Développement (FND)

EVOLUTION DES CREDITS ALLOUES A L'AGRICULTURE, L'ELEVAGE ET LA PECHE
(chiffres de fin de période en millions d'ouguiyas)

SECTEURS	1984	1985	1986			
			MARS	JUIN	SEPT..	DECEMBRE
I - AGRICULTURE	95	73	85	120	196	191
Court terme	75	46	65	100	193	188
Moyen et long ter.	20	27	20	20	3	3
II - ELEVAGE	10	10	10	-	-	-
Court terme	10	10	10	-	-	-
Moyen et long ter.	-	-	-	-	-	-
III - PECHE	2424	2597	2584	2356	2347	2583
Court terme	2284	2465	2450	2223	2210	2379
Moyen et long ter.	140	132	134	133	137	204
<u>TOTAL DES CREDITS</u>	<u>2529</u>	<u>2680</u>	<u>2679</u>	<u>2476</u>	<u>2543</u>	<u>2774</u>
Court terme	2369	2522	2525	2323	2403	2567
Moyen et long ter.	160	158	154	153	140	207

II - LE FINANCEMENT DES ACTIVITES INDUSTRIELLES

Les encours des crédits accordés aux activités industrielles ont atteint à fin décembre 1986, 4,3 milliards d'ouguiyas, soit une augmentation de plus de 600 millions d'ouguiyas ou 16,7% par rapport à l'année précédente. Cet accroissement a intéressé à hauteur de 551 millions d'ouguiyas les crédits d'exploitation et à concurrence de 66 millions d'ouguiyas ceux destinés à l'investissement. Par ailleurs, les nouveaux crédits ont bénéficié essentiellement au secteur minier, aux industries manufacturières et au secteur de la construction et des travaux publics. Les crédits accordés aux autres activités, en l'occurrence l'énergie et l'artisanat, n'ont que faiblement augmenté.

EVOLUTION DES CREDITS ALLOUES AUX ACTIVITES INDUSTRIELLES
(chiffres de fin de période en millions d'ouguiyas)

SECTEUR	1984	1985	1986			
			MARS	JUIN	SEPT.	DECEMBRE
I - MINES	442	58	298	66	637	332
Court terme	418	34	274	42	613	308
Moyen et long ter.	24	24	24	24	24	24
II - ENERGIE	115	75	134	126	83	78
Court terme	47	75	134	126	83	78
Moyen et long ter.	68	-	-	-	-	-
III - INDUSTRIES MANU.	2048	2309	2200	2239	2513	2495
Court terme	1302	1489	1509	1585	1636	1609
Moyen et long ter.	746	820	691	654	877	886
IV - ARTISANAT	26	28	20	21	59	68
Court terme	26	28	20	21	59	68
Moyen et long ter.	-	-	-	-	-	-
V - CONSTRUCTIONS & TP	1351	1209	1168	1157	1193	1322
Court terme	1351	1209	1168	1157	1193	1322
Moyen et long ter.	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES CREDITS	3982	3679	3820	3609	4485	4295
Court terme	3144	2834	3105	2931	3584	3385
Moyen et long ter.	838	844	715	678	901	910

En raison, des difficultés d'écoulement du minerai de fer sur le marché extérieur inhérentes au recul de la demande mondiale, le secteur minier a ressenti tout au long de l'année, hormis les mois de janvier et juin, des besoins importants de trésorerie. De 58 millions d'ouguiyas en décembre 1985, l'encours des crédits ayant bénéficié à ce secteur a atteint des pointes de plus de 600 millions d'ouguiyas en septembre et novembre pour clôturer enfin l'année à 332 millions d'ouguiyas, soit un accroissement de 274 millions d'ouguiyas.